Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale", n. 225 del 25 agosto 1975

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — ROMA - Lunedì, 25 agosto 1975 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 23 aprile 1975, n. **398.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra alcuni Stati membri della Comunità europea dell'energia atomica, la Comunità stessa e l'Agenzia internazionale della energia atomica, in applicazione dei paragrafi 1 e 4 dell'articolo III del trattato di non proliferazione delle armi nucleari del 1° luglio 1968, con protocollo, firmato a Bruxelles il 5 aprile 1973.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 23 aprile 1975, n. 398.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra alcuni Stati membri della Comunità europea dell'energia atomica, la Comunità stessa e l'Agenzia internazionale dell'energia atomica, in applicazione dei paragrafi 1 e 4 dell'articolo III del trattato di non proliferazione delle armi nucleari del 1° luglio 1968, con protocollo, firmato a Bruxelles il 5 aprile 1973.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo tra il Regno del Belgio, il Regno di Danimarca, la Repubblica federale di Germania, l'Irlanda, la Repubblica italiana, il Granducato del Lussemburgo, il Regno dei Paesi Bassi, la Comunità europea dell'energia atomica e la Agenzia internazionale dell'energia atomica, in applicazione dei paragrafi 1 e 4 dell'articolo III del trattato di non proliferazione delle armi nucleari del 1° luglio 1968, con protocollo, firmato a Bruxelles il 5 aprile 1973.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo, con protocollo, di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità dell'articolo 25 dell'accordo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 23 aprile 1975

LEONE

MORO — RUMOR — DONAT-CATTIN

Visto, il *Guardasigilli*: REALE

ALLEGATO

ACCORD

ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE, LE ROYAUME DE DANEMARK,
LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE, L'IRLANDE, LA REPUBLIQUE ITALIENNE,
LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG, LE ROYAUME DES PAYS-BAS,
LA COMMUNAUTE EUROPEENNE DE L'ENERGIE ATOMIQUE
ET L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE
EN APPLICATION DES PARAGRAPHES 1 ET 4 DE L'ARTICLE III DU TRAITE
SUR LA NON-PROLIFERATION DES ARMES NUCLEAIRES

Considerant que le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, ci-après dénommés « les Etats », sont signataires du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ci-après dénommé « le Traité », ouvert à la signature à Londres, à Moscou et à Washington le 1er juillet 1968 et entré en vigueur le 5 mars 1970;

Rappelant qu'en vertu du paragraphe 1 de l'article IV du Traité, aucune disposition du Traité ne sera interprétée comme portant atteinte au droit inaliénable de toutes les Parties au Traité de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination et conformément aux dispositions des articles premier et II du Traité;

Rappelant que, conformément au paragraphe 2 de l'article IV du Traité, toutes les Parties au Traité s'engagent à faciliter un échange aussi large que possible d'équipement, de matières et de renseignements scientifiques et technologiques en vue des utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et ont le droit d'y participer;

Rappelant en outre qu'aux termes du même paragraphe, les Parties au Traité en mesure de le faire devront aussi coopérer en contribuant, à titre individuel ou conjointement avec d'autres Etats ou des organisations internationales, au développement plus poussé des applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, en particulier sur les territoires des Etats non dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité;

Considerant que le paragraphe 1 de l'article III du Traité prévoit que tout Etat non doté d'armes nucléaires qui est Partie au Traité s'engage à accepter les garanties stipulées dans un accord qui sera négocié et conclu avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, ci-après dénommée « l'Agence », conformément au Statut de l'Agence, ci-après dénommée « le Statut », et au système de garanties de l'Agence, à seule fin de vérifier l'exécution des obligations assumées par ledit Etat aux termes du Traité, en vue d'empêcher que l'énergie nucléaire ne soit détournée de ses utilisations pacifiques vers des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires;

Considerant que le paragraphe 4 de l'article III du Traité prévoit que les Etats non dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité concluront des accords avec l'Agence pour satisfaire aux exigences dudit article, soit à titre individuel, soit conjointement avec d'autres Etats, conformément au Statut;

Considerant que les Etats sont membres de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom), ci-après dénommés « la Communauté », et ont attribué à des Institutions communes aux Communautés européennes des pouvoirs normatifs, exécutifs et juridictionnels que ces Institutions exercent en propre dans les domaines de leur compétence et qui peuvent avoir des effets directs dans l'ordre juridique interne des Etats membres;

Considerant que, dans ce cadre institutionnel, la Communauté a notamment pour mission de garantir, par les contrôles appropriés, que les matières nucléaires ne sont pas détournées à d'autres fins que celles auxquelles elles sont destinées; qu'à partir de l'entrée en vigueur du Traité sur les territoires des Etats, la Communauté sera ainsi tenue de s'assurer par le moyen du contrôle de sécurité institué par le Traité Euratom que les matières brutes et les matières fissiles spéciales dans toutes les activités nucléaires pacifiques exercées sur les territoires des Etats ne sont pas detournées vers des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires;

Considerant que ce contrôle de sécurité comporte notamment la déclaration à la Communauté des caractéristiques techniques fondamentales des installations nucléaires, la tenue et la présentation de relevés d'opérations en vue de permettre la comptabilité des matières nucléaires pour l'ensemble de la Communauté, des inspections effectuées par des agents de la Communauté et un régime de sanctions;

Considerant que la Communauté a pour mission d'instituer avec les autres pays et avec les organisations internationales toutes liaisons susceptibles de promouvoir le progrès dans l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, et qu'elle est expressément habilitée à souscrire des engagements particuliers relatifs au contrôle dans un accord conclu avec un Etat tiers ou une organisation internationale;

Considerant que le système international de garanties de l'Agence mentionné dans le Traité comprend notamment des dispositions concernant la communication à l'Agence de renseignements descriptifs, la tenue d'une comptabilité, la présentation à l'Agence de rapports sur toutes les matières nucléaires soumises aux garanties, des inspections effectuées par les inspecteurs de l'Agence, des prescriptions relatives à la création et à l'application, par un Etat, d'un système de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires, et des mesures relatives à la vérification de l'absence de détournement de ces matières;

Considerant qu'il incombe à l'Agence, compte tenu de ses responsabilités statutaires et de ses rapports avec l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies, de donner l'assurance à la communauté internationale que des garanties efficaces sont appliquées dans le cadre du Traité;

Notant que les Etats qui étaient membres de la Communauté lors de la signature du Traité ont fait connaître, à cette occasion, que les garanties prévues au paragraphe 1 de l'article III du Traité devraient être stipulées dans un accord de vérification conclu entre la Communauté, les Etats et l'Agence et définies en sorte qu'il ne soit pas porté atteinte aux droits et obligations des Etats et de la Communauté;

Considerant que le Conseil des gouverneurs de l'Agence, ci-après dénommé « le Conseil », a approuvé un ensemble complet de dispositions types pour la structure et le contenu des accords à conclure entre l'Agence et des Etats dans le cadre du Traité, ces dispositions devant être utilisées comme base pour la négociation d'accords de garanties entre l'Agence et les Etats non dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité;

Considerant que l'Agence a pour attributions, en vertu de l'alinéa A.5 de l'article III du Statut d'étendre l'application de ces garanties, à la demande des parties, à tout accord bilatéral

ou multilatéral ou, à la demande d'un Etat, à telle ou telle des activités de cet Etat dans le domaine de l'énergie atomique;

Considerant que l'Agence, la Communauté et les Etats désirent éviter tout double emploi des activités dans le domaine des garanties,

L'Agence, la Communauté et les Etats sont convenus de ce qui suit:

PREMIÈRE PARTIE

ENGAGEMENT FONDAMENTAL

Article premier

Les Etats s'engagent, en vertu du paragraphe 1 de l'article III du Traité, à accepter des garanties, conformément aux dispositions du présent Accord, sur toutes les matières brutes et tous les produits fissiles spéciaux dans toutes les activités nucléaires pacifiques exercées sur leurs territoires, sous leur juridiction, ou entreprisees sous leur contrôle en quelque lieu que ce soit, à seule fin le vérifier que ces matières et produits ne sont pas détournés vers des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires.

APPLICATION DES GARANTIES

Article 2

L'Agence a le droit et l'obligation de veiller à l'application des garanties, conformément aux dispositions du présent Accord, sur toutes les matières brutes et tous les produits fissiles spéciaux dans toutes les activités nucléaires pacifiques exercées sur les territoires des Etats, sous leur juridiction, ou entreprises sous leur contrôle en quelque lieu que ce soit, à seule fin de vérifier que ces matières et produits ne sont pas détournés vers des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucleaires.

Article 3

a) La Communauté s'engage, en appliquant ses garanties aux matières brutes et aux produits fissiles spéciaux dans toutes les activités nucléaires pacifiques exercées sur les territoires des Etats, à coopérer avec l'Agence, conformément aux dispositions du présent Accord, en vue l'établir que ces matières et produits ne sont pas détournés vers des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires.

b) L'Agence applique ses garanties, conformément aux dispositions du présent Accord, de manière qu'elle puisse, pour établir qu'il n'y a pas eu de détournement de matières nucleaires de eurs utilisations pacifiques vers des armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires, vérifier les résultats obtenus par le système de garantie de la Communauté. Cette vérification comprend notamment des mesures et observations indépendantes effectuées par l'Agence selon les modalités spécifiées dans le présent Accord. En procédant à cette vérification, l'Agence tient dûment compte de l'efficacité du système de garanties de la Communauté, conformément aux dispositions du présent Accord.

Coopération entre l'Agence, la Communauté et les Etats

Article 4

L'Agence, la Communauté et les Etats coopérent, chacun en ce qui le concerne, en vue de faciliter la mise en oeuvre des garanties prévues dans le présent Accord et évitent tout double emploi des activités dans le domaine des garanties.

Mise en oeuvre des garanties

Article 5

Les garanties prévues dans le présent Accord sont mises en oeuvre de manière:

a) à éviter de gêner le progrès économique et technologique dans la Communauté ou la coopération internationale dans le domaine des activités nucléaires pacifiques, y compris les échanges internationaux de matières nucléaires;

b) à éviter toute ingérence injustifiée dans les activités nucléaires pacifiques dans la Communauté, et notamment l'exploitation des installations;

c) à être compatibles avec les pratiques de saine gestion requises pour assurer la conduite économique et sûre des activités nucléaires.

Article 6

a) L'Agence prend toutes précautions pour protéger les secrets commerciaux et industriels ou autres renseignements confidentiels dont elle aurait connaissance du fait de l'application du présent Accord.

b) i) L'Agence ne publie ni ne communique à aucun Etat, ni à aucune organisation ou personne, des renseignements qu'elle a obtenus à l'occasion de l'application du présent Accord, à l'exception des renseignements particuliers relatifs à l'application du présent Accord, qui peuvent être communiqués au Conseil et aux membres du personnel de l'Agence qui en ont besoin pour exercer leurs fonctions officielles en matière de garanties, mais seulement dans la mesure où cela est nécessaire pour permettre à l'Agence de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent dans l'application du présent Accord.

ii) Des renseignements succincts sur les matières nucléaires soumises aux garanties prévus dans le présent Accord peuvent être publiés, sur décision du Conseil, si les Etats directement intéressés ou la Communauté y consentent, chacun en ce qui le concerne.

Article 7

a) En appliquant les garanties prévues dans le présent Accord, il est tenu dûment compte des progrès technologiques en matière de garanties, et tout le possible est fait pour obtenir un rapport optimal entre le coût et l'efficacité ainsi que l'application du principe d'une garantie efficace du flux des matières nucléaires soumises aux garanties prévues dans le présent Accord grâce à l'emploi d'instruments et d'autres moyens techniques en certains points stratégiques, dans la mesure où la technologie présente ou future le permettra.

b) Pour obtenir un rapport optimal entre le coût et l'efficacité, il est fait usage, par exemple, de moyens tels que:

i) le confinement, pour définir des zones de bilan matières aux fins de la comptabilité;

ii) des méthodes statistiques et le sondage aléatoire, pour évaluer le flux des matières nucléaires;

iii) la concentrations des activités de vérification sur les stades du cycle du combustible nucléaire où sont produites, transformées, utilisées ou stockées des matières nucléaires à partir desquelles des armes nucléaires ou des dispositifs explosifs nucléaires peuvent être fabriqués sans difficulté, et la réduction au minimum des activités de vérification en ce qui concerne les autres matières nucléaires, à condition que cela ne gêne pas l'application du présent Accord.

Renseignements à fournir à l'Agence

Article 8

a) Pour assurer la mise en oeuvre effective des garanties prévues dans le présent Accord, la Communauté fournit à l'Agence, conformément aux dispositions du présent Accord, des renseignements concernant les matières nucléaires soumises auxdites garanties et les caractéristiques des installations qui ont une importance du point de vue de l'application des garanties à ces matières.

b) i) L'Agence ne demande que les renseignements strictement nécessaires pour s'acquitter de ses obligations au titre du présent Accord.

ii) Les renseignements relatifs aux installations sont réduits au minimum nécessaire à l'application de garanties aux matières nucléaires soumises aux garanties prévues dans le présent Accord.

c) Si la Communauté le demande, l'Agence est disposée à examiner dans les locaux de la Communauté les renseignements descriptifs qui, de l'avis de la Communauté, sont de nature particulièrement délicate. Il n'est pas nécessaire que ces renseignements soient communiqués matériellement à l'Agence, à condition qu'ils soient conservés dans les locaux de la Communauté de manière que l'Agence puisse les examiner à nouveau sans difficulté.

Inspecteurs de l'agence

Article 9

a) i) L'Agence doit obtenir le consentement de la Communauté et des Etats à la désignation d'inspecteurs de l'Agence pour les Etats.

ii) Si, lorsqu'une désignation est proposée, ou à un moment quelconque après la désignation d'un inspecteur, la Communauté s'oppose à cette désignation, l'Agence propose à la Communauté et aux Etats une ou plusieurs autres désignations.

iii) Si, à la suite du refus réitéré de la Communauté d'accepter la désignation d'inspecteurs de l'Agence, les inspections à effecteur au titre du présent Accord sont entravées, le Conseil, saisi par le Directeur général de l'Agence, ci-après dénommé « le Directeur général », examine ce refus, afin de prendre les mesures appropriées.

b) La Communauté et les Etats intéressés prennent les mesures nécessaires pour que les inspecteurs de l'Agence puissent s'acquitter effectivement de leurs fonctions dans le cadre du présent Accord.

c) Les visites et activités des inspecteurs de l'Agence sont organisées de manière à:

i) réduire au minimum les inconvénients et perturbations pour la Communauté et les Etats et pour les activités nucléaires pacifiques inspectées;

ii) assurer la protection des secrets industriels ou autres renseignements confidentiels venant à la connaissance des inspecteurs de l'Agence.

Privilèges et immunités

Article 10

Chaque Etat applique à l'Agence, y compris ses biens, fonds et avoirs, ainsi qu'à ses inspecteurs et autres fonctionnaires exerçant des fonctions au titre du présent Accord, les dispositions pertinentes de l'Accord sur les privilèges et immunités de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Consommation ou dilution des matières nucléaires

Article 11

Les garanties prévues dans le présent Accord sont levées en ce qui concerne des matières nucléaires lorsque la Communauté et l'Agence ont constaté que lesdites matières ont été consommées ou ont été diluées de telle manière qu'elles ne sont plus utilisables pour une activité nucléaire pouvant donner lieu à l'application de garanties, ou sont devenues pratiquement irrécupérables.

Transfert de matières nucléaires hors des territoires des Etats

Article 12

La Communauté notifie à l'Agence les transferts de matières nucléaires soumises aux garanties prévues dans le présent Accord hors des territoires des Etats, conformément aux dispositions du présent Accord. Les garanties prévues dans le présent Accord sont levées en ce qui concerne les matières nucléaires lorsque l'Etat destinataire a assumé la responsabilité de ces matières comme prévu dans le présent Accord. L'Agence tient des relevés indiquant chaque transfert et, le cas échéant, la réapplication de garanties aux matières nucléaires transférées.

Dispositions relatives aux matières nucléaires devant être utilisées dans des activités non nucléaires

Article 13

Lorsque des matières nucléaires soumises aux garanties prévues dans le présent Accord doivent être utilisées dans des activités non nucléaires, telles que la production d'alliages ou

de céramiques, la Communauté convient avec l'Agence, avant que les matières soient ainsi utilisées, des conditions dans lesquelles les garanties applicables à ces matières au titre du présent Accord peuvent être levées.

NON-APPLICATION DES GARANTIES AUX MATIÈRES NUCLÉAIRES DEVANT ÊTRE UTILISÉES DANS DES ACTIVITÉS NON PACIFIQUES

Article 14

Si un Etat a l'intention d'utiliser, comme il en a la faculté, des matières nucléaires qui doivent être soumises aux garanties prévues dans le présent Accord dans une activité nucléaire qui n'exige pas l'application desdites garanties, les modalités suivantes s'appliquent:

a) La Communauté et l'Etat indiquent à l'Agence l'activité dont il s'agit, et l'Etat précise:

i) que l'utilisation des matières nucléaires dans une activité militaire non interdite n'est pas incompatible avec un engagement éventuellement pris par l'Etat en exécution duquel les garanties de l'Agence s'appliquent et prévoyant que ces matières sont utilisées uniquement dans une activité nucléaire pacifique;

ii) que, pendant la période où les garanties prévues dans le présent Accord ne sont pas appliquées, les matières nucléaires ne servent pas à la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires.

b) L'Agence et la Communauté concluent un arrangement aux termes duquel, tant que les matières nucléaires sont utilisées dans une activité de cette nature, les garanties prévues dans le présent Accord ne sont pas appliquées. L'arrangement doit préciser, dans la mesure du possible, la période ou les circonstances dans lesquelles les garanties ne sont pas appliquées. De toute manière, les garanties prévues par le présent Accord s'appliquent à nouveau dès que les matières sont retransférées à une activité nucléaire pacifique. L'Agence est tenue informée de la quantité totale et de la composition de ces matières se trouvant sur le territoire du ou des Etats intéressés ainsi que de tout transfert desdites matières hors du territoire de cet Etat ou de ces Etats.

c) Chaque arrangement est conclu avec le consentement de l'Agence. Ce consentement est donné aussi rapidement que possible; il porte uniquement sur des questions telles que les délais, les modalités d'application et les rapports à présenter, mais n'implique pas une approbation de l'activité militaire ou la connaissance des secrets militaires ayant trait à cette activité et ne porte pas sur l'utilisation des matières nucléaires dans le cadre de cette activité.

QUESTIONS FINANCIÈRES

Article 15

L'Agence, la Communauté et les Etats règlent les dépenses qu'ils encourent individuellement en s'acquittant de leurs obligations respectives au titre du présent Accord. Toutefois, si la Communauté, les Etats ou des personnes relevant de leur juridiction encourent des dépenses extraordinaires du fait d'une demande spéciale de l'Agence, celle-ci rembourse le montant de ces dépenses, sous réserve qu'elle ait consenti au préalable à le faire. Dans tous les cas, les coûts des opérations supplémentaires de mesure ou de prélèvement d'échantillons que les inspecteurs de l'Agence peuvent demander sont à la charge de celle-ci.

Responsabilité civile en cas de dommage nucléaire

Article 16

La Communauté et les Etats font en sorte que l'Agence et ses fonctionnaires bénéficient, aux fins de la mise en oeuvre du présent Accord, de la même protection que les nationaux des Etats en matière de responsabilité civile en cas de dommage nucléaire, y compris toute assurance ou autre garantie financière qui peut être prévue par leurs dispositions législatives et réglementaires.

Responsabilité internationale

Article 17

Toute demande en réparation formulée par la Communauté ou un Etat à l'encontre de l'Agence ou par l'Agence à l'encontre de la Communauté ou d'un Etat pour tout dommage résultant de la mise en oeuvre des garanties prévues dans le présent Accord, autre que les dommages causés par un accident nucléaire, est réglée conformément au droit international.

Mesures relatives a la vérification de l'absence de détournément

Article 18

Au cas où le Conseil, après avoir été saisi d'un rapport du Directeur général, décide qu'il est essentiel et urgent que la Communauté ou un Etat, chacun en ce qui le concerne, prenne des mesures déterminées pour permettre de vérifier que des matières nucléaires soumises aux garanties prévues dans le présent Accord ne sont pas détournées vers des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, il peut inviter la Communauté ou l'Etat intéressé à prendre sans délai les mesures requises, indépendamment de toute procédure engagée pour le règlement d'un différend conformément à l'article 22.

Article 19

Au cas où le Conseil, après avoir examiné les renseignements pertinents communiqués par le Directeur général, constate que l'Agence n'est pas à même de vérifier que les matières nucléaires qui doivent être soumises aux garanties prévues dans le présent Accord n'ont pas été détournées vers des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, il peut en rendre compte, comme il est prévu au paragraphe C de l'article XII du Statut, et peut également prendre, le cas échéant, les autres mesures prévues audit paragraphe. A cet effet, le Conseil tient compte de la mesure dans laquelle l'application des garanties a fourni certaines assurances et donne à la Communauté ou à l'Etat, chacun en ce qui le concerne, toute possibilité raisonnable de lui fournir les assurances supplémentaires nécessaires.

Interprétation et application de l'accord et règlement des différents

Article 20

A la demande de l'Agence, de la Communauté ou d'un Etat, il est procédé à des consultations sur toute question concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord.

Article 21

La Communauté et les Etats ont le droit de demander que toute question concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord soit examinée par le Conseil. Le Conseil invite la Communauté et l'Etat intéressé à prendre part à ses débats sur toute question de cette nature.

Article 22

Tout différend portant sur l'interprétation ou l'application du présent Accord, à l'exception des différends relatifs à une constatation faite par le Conseil en vertu de l'article 19 ou à une mesure prise par le Conseil à la suite de cette constatation, qui n'est pas réglé par voie de négociation ou selon une autre procédure agréée par l'Agence, la Communauté et les Etats doit, à la demande de l'un quelconque d'entre eux, être soumis à un tribunal d'arbitrage composé de cinq arbitres. La Communauté et les Etats désignent deux arbitres et l'Agence désigne également deux arbitres, et les quatre arbitres ainsi désignés élisent un cinquième arbitre, qui préside le tribunal.

Si la Communauté et les Etats ou l'Agence n'ont pas désigné chacun deux arbitres dans les trente jours qui suivent la demande d'arbitrage, la Communauté ou l'Agence peuvent demander au Président de la Cour internationale de Justice de nommer ces arbitres. La même procédure s'applique si le cinquième arbitre n'est pas élu dans les trente jours qui suivent la désignation ou la nomination du quatrième. Le quorum est constitué par la majorité des membres du tribunal d'arbitrage; toutes les décisions doivent être approuvées par trois arbitres au moins. La procédure d'arbitrage est fixée par le tribunal. Les décisions du tribunal ont force obligatoire pour l'Agence, la Communauté et les Etats intéressés.

Adhésion

Article 23

a) Le présent Accord entre en vigueur pour les Etats non dotés d'armes nucléaires Parties au Traité qui deviennent membres de la Communauté dès que:

i) l'Etat intéressé notifie à l'Agence que les procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord sont terminées;

ii) la Communauté notifie à l'Agence qu'elle est en mesure d'appliquer ses garanties en ce qui concerne cet Etat aux fins du présent Accord.

b) Si l'Etat intéressé a conclu avec l'Agence d'autres accords relatifs à l'application des garanties de l'Agence, l'application des garanties de l'Agence au titre de ces accords est suspendue, dès l'entrée en vigueur du présent Accord pour cet Etat, tant que le présent Accord est en vigueur, sous réserve toutefois que l'Etat continue d'être lié par l'engagement pris aux termes desdits accords et selon lequel aucun des articles visés par ces accords n'est utilisé de manière à servir à des fins militaires.

AMENDEMENT A L'ACCORD

Article 24

a) L'Agence, la Communauté et les Etats se consultent, à la demande de l'un quelconque d'entre eux, au sujet de tout amendement au présent Accord.

b) Tous les amendements doivent être acceptés par l'Agence, la Communauté et les Etats.

c) Le Directeur général informe sans délai tous les Etats membres de l'Agence de tout amendement au présent Accord.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

Article 25

a) Le présent Accord entre en vigueur à la date à laquelle l'Agence reçoit de la Communauté et des Etats notification écrite que les procédures internes requises pour l'entrée en vigueur sont terminées. Le Directeur général informe sans délai tous les Etats membres de l'Agence de l'entrée en vigueur du présent Accord.

b) Le présent Accord reste en vigueur aussi longtemps que les Etats sont Parties au Traité.

PROTOCOLE

Article 26

Le Protocole annexé au présent Accord en fait partie intégrante. Le terme « Accord » utilisé dans le présent instrument désigne l'ensemble des dispositions qui sont contenues dans ledit instrument et dans le Protocole.

DEUXIÈME PARTIE

INTRODUCTION

Article 27

L'objet de la présente partie de l'Accord est de spécifier, le cas échéant, les modalités à appliquer pour la mise en oeuvre des dispositions de la première partie relatives aux garanties.

OBJECTIF DES GARANTIES

Article 28

L'objectif des garanties prévues dans le présent Accord est de déceler à temps le détournement de quantités significatives de matières nucléaires des activités nucléaires pacifiques vers la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires ou à des fins inconnues, et de dissuader tout détournement par le risque d'une prompte détection.

Article 29

En vue d'atteindre l'objectif énoncé à l'article 28, il est fait usage de la comptabilité matières comme mesure de garanties d'importance essentielle associée au confinement et à la surveillance comme mesures complémentaires importantes.

Article 30

La conclusion technique des opérations de vérification effectuées par l'Agence est une déclaration, pour chaque zone de bilan matières, indiquant la différence d'inventaire pour une période déterminée et les limites d'exactitude des différences déclarées.

Système de garanties de la Communauté

Article 31

Conformément à l'article 3, l'Agence, en exerçant ses activités de vérification, fait pleinement usage du système de garanties de la Communauté.

Article 32

Le système de comptabilité et de contrôle des matières de la Communauté se fonde, dans le cadre du présent Accord, sur un ensemble de zones de bilan matières. En appliquant ses garanties, la Communauté utilise et pour autant que de besoin prévoit, selon le cas et comme le spécifient les arrangements subsidiaires, des dispositions telles que:

a) un système de mesure pour la détermination des quantités de matières nucléaires arrivées, produites, expédiées, consommées, perdues ou autrement retirées du stock, et des quantités en stock;

b) l'évaluation de la précision et de l'exactitude des mesures et l'estimation de leur degré d'incertitude;

c) des modalités de constatation, d'examen et d'évaluation des écarts entre les mesures faites respectivement par l'expéditeur et par le destinataire;

d) des modalités d'établissement de l'inventaire physique;

e) des modalités d'évaluation des accumulations de stocks et de pertes non mesurées;

f) un ensemble de relevés et de rapports indiquant, pour chaque zone de bilan matières, le stock de matières nucléaires et les variations de ce stock, y compris les arrivages et les expéditions;

g) des dispositions visant à assurer l'application correcte des méthodes et règles de comptabilité;

h) les modalités de communication des rapports à l'Agence conformément aux articles 59 à 65 et 67 à 69.

Article 33

Les garanties prévues dans le présent Accord ne s'appliquent pas aux matières lors des activités d'extraction ou de traitement des minerais.

Article 34

a) Si des matières contenant de l'uranium ou du thorium qui n'ont pas atteint le stade du cycle du combustible nucléaire visé à l'alinéa *c*) sont directement ou indirectement exportées vers le territoire d'un Etat non doté d'armes nucléaires qui n'est pas Partie au présent Accord, la Communauté informe l'Agence de la quantité, de la composition et de la destination de ces matières, sauf si elles sont exportées à des fins spécifiquement non nucléaires.

b) Si des matières contenant de l'uranium ou du thorium qui n'ont pas atteint le stade du cycle du combustible nucléaire visé à l'article *c*) sont importées vers les territoires des Etats, la Communauté informe l'Agence de la quantité et de la composition de ces matières, sauf si elles sont importées à des fins spécifiquement non nucléaires.

c) Si des matières nucléaires d'une composition et d'une pureté telles qu'elles permettent la fabrication de combustible nucléaire ou la séparation des isotopes quittent l'usine ou le stade de traitement où elles ont été produites, ou si de telles matières nucléaires ou toute autre matière nucléaire produite à un stade ultérieur du cycle du combustible nucléaire sont importées vers les territoires des Etats, elles sont alors soumises aux autres modalités de garanties spécifiées dans le présent Accord.

Levée des garanties

Article 35

a) Les garanties prévues dans le présent Accord sont levées, en ce qui concerne les matières nucléaires, dans les conditions énoncées à l'article 11. Si ces conditions ne sont pas remplies mais que la Communauté considère que la récupération des matières nucléaires soumises aux garanties prévues dans le présent Accord et contenues dans les déchets n'est pas réalisable ou souhaitable pour le moment, l'Agence et la Communauté se consultent au sujet des mesures de garanties appropriées à appliquer.

b) Les garanties prévues dans le présent Accord sont levées, en ce qui concerne les matières nucléaires, dans les conditions énoncées à l'article 13, sous réserve que l'Agence et la Communauté conviennent que ces matières nucléaires sont pratiquement irrécupérables.

Exemption des garanties

Article 36

A la demande de la Communauté, l'Agence exempte des garanties prévues dans le présent Accord les matières nucléaires suivantes:

a) les produits fissiles spéciaux qui sont utilisés en quantités de l'ordre du gramme ou moins en tant qu'éléments sensibles dans des appareils;

b) les matières nucléaires qui sont utilisées dans les activités non nucléaires conformément à l'article 13, si ces matières sont récupérables;

c) le plutonium ayant une teneur isotopique en plutonium 238 supérieure à 80 %.

Article 37

A la demande de la Communauté, l'Agence exempte des garanties prévues dans le présent Accord les matières nucléaires qui y seraient autrement soumises, à condition que la qualité

totale des matières nucléaires exemptées sur les territoires des Etats, en vertu du présent article, n'excède à aucun moment les quantités suivantes:

a) un kilogramme au total de produits fissiles spéciaux, pouvant comprendre un ou plusieurs des produits suivants:

i) plutonium;

ii) uranium ayant un enrichissement égal ou supérieur à 0,2 (20 %), le poids dont il est tenu compte étant le produit du poids réel par l'enrichissement;

iii) uranium ayant un enrichissement inférieur à 0,2 (20 %) mais supérieur à celui de l'uranium naturel, le poids dont il est tenu compte étant le produit du poids réel par le quintuple du carré de l'enrichissement;

b) dix tonnes au total d'uranium naturel et d'uranium appauvri ayant un enrichissement supérieur à 0,005 (0,5 %);

c) vingt tonnes d'uranium appauvri ayant un enrichissement égal ou inférieur à 0,005 (0,5 %);

d) vingt tonnes de thorium,

ou des quantités plus importantes que le Conseil peut spécifier pour une application uniforme.

Article 38

Si une matière nucléaire exemptée doit être traitée ou entreposée en même temps que des matières nucléaires soumises aux garanties prévues dans le présent Accord, des dispositions sont prises en vue de la réapplication des garanties à cette matière.

Arrangements subsidiaires

Article 39

La Communauté conclut avec l'Agence des arrangements subsidiaires qui précisent, dans la mesure nécessaire pour permettre à l'Agence de s'acquitter efficacement de ses responsabilités prévues dans le présent Accord, la manière dont les modalités énoncées dans le présent Accord doivent être appliquées. L'Agence et la Communauté peuvent étendre ou modifier, d'un commun accord, les arrangements subsidiaires sans amendement au présent Accord.

Article 40

Les arrangements subsidiaires entrent en vigueur en même temps que le présent Accord ou aussitôt que possible après son entrée en vigueur. L'Agence. la Communauté et les Etats mettent tout en oeuvre pour qu'ils entrent en vigueur dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'entrée en vigueur du présent Accord; ce délai ne peut être prolongé que si l'Agence, la Communauté et les Etats en sont convenus. La Communauté communique sans délai à l'Agence les renseignements nécessaires pour compléter ces arrangements. Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, l'Agence a le droit d'appliquer les modalités qui y sont énoncées en ce qui concerne les matières nucléaires énumérées dans l'inventaire visé à l'article 41, même si les arrangements subsidiaires ne sont pas encore entrés en vigueur.

INVENTAIRE

Article 41

Sur la base du rapport initial mentionné à l'article 62, l'Agence dresse un inventaire global de toutes les matières nucléaires se trouvant sur les territoires des Etats et soumises aux garanties en vertu du présent Accord, quelle qu'en soit l'origine, et le tient à jour au moyen des rapports ultérieurs et des résultats de ses opérations de vérification. Des copies de l'inventaire sont communiquées à la Communauté à des intervalles à convenir.

RENSEIGNEMENTS DESCRIPTIFS

Dispositions générales

Article 42

En vertu de l'article 8, des renseignements descriptifs concernant les installations existantes sont communiqués à l'Agence par la Communauté au cours de la discussion des arrangements subsidiaires. Les délais de présentation des renseignements descriptifs pour let nouvelles installations sont spécifiés dans lesdits arrangements; ces renseignements sont fournis aussitôt que possible avant l'introduction de matières nucléaires dans une nouvelle installation.

Article 43

Les renseignements descriptifs à communiquer à l'Agence comportent pour chaque installation, s'il y a lieu:

a) l'identification de l'installation, indiquant son caractère général, son objet, sa capacité nominale et sa situation géographique, ainsi que le nom et l'adresse à utiliser pour les affaires courantes;

b) une description de l'aménagement général de l'installation, indiquant, dans la mesure du possible, la forme, l'emplacement et le flux des matières nucléaires ainsi que la disposition générale des éléments importants du matériel qui utilisent, produisent ou traitent des matières nucléaires;

c) une description des caractéristiques de l'installation en ce qui concerne la comptabilité matières, le confinement et la surveillance;

d) une description des règles de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires, en vigueur ou proposées, dans l'installation, indiquant notamment les zones de bilan matières délimitées par l'exploitant, les opérations de mesure du flux et les modalités d'établissement de l'inventaire physique.

Article 44

D'autres renseignements utiles pour l'application des garanties prévues dans le présens Accord sont communiqués à l'Agence pour chaque installation si les arrangements subsidiaires le spécifient. La Communauté communique à l'Agence des renseignements complémentaires sur les règles de santé et de sécurité que l'Agence doit observer et auxquelles les inspecteurs de l'Agence doivent se conformer dans l'installation.

Article 45

L'Agence recoit de la Communauté, pour examen, les renseignements descriptifs relatifs aux modifications qui ont une importance en ce qui concerne les garanties prévues dans le présent Accord, et elle est informée de toute modification des renseignements communiqués en vertu de l'article 44, suffisamment tôt pour que les modalités d'application des garanties prévues dans le présent Accord puissent être adaptées si nécessaire.

Article 46

Fins de l'examen des renseignements descriptifs

Les renseignements descriptifs communiqués à l'Agence sont utilisés aux fins suivantes:

a) connaître les caractéristiques des installations et des matières nucléaires qui concernent l'application des garanties aux matières nucléaires, de facon suffisamment détaillée pour que la vérification soit plus aisée;

b) déterminer les zones de bilan matières à utiliser aux fins de la comptabilité dans le cadre du présent Accord et choisir les points stratégiques qui sont des points de mesure principaux et servent à déterminer le flux et le stock de matières nucléaires; pour déterminer ces zones de bilan matières, les critères suivants sont notamment appliqués:

i) la taille des zones de bilan matières est fonction de l'exactitude avec laquelle il est possible d'établir le bilan matières;

ii) pour déterminer les zones de bilan matières, il est fait usage, le plus possible, du confinement et de la surveillance pour contribuer à assurer que les mesures du flux soient complètes et ainsi simplifier l'application des garanties et concentrer les opérations de mesure aux points de mesure principaux;

iii) à la demande de la Communauté ou de l'Etat intéressé, il peut être établi une zone de bilan matières spéciale autour d'une phase d'un processus comportant des renseignements de nature délicate du point de vue commercial;

c) fixer le calendrier nominal et les modalités d'établissement des inventaires physiques des matières nucléaires aux fins de la comptabilité dans le cadre du présent Accord;

d) déterminer les conditions d'établissement de la comptabilité et des rapports, ainsi que les modalités d'évaluation de la comptabilité;

e) déterminer les conditions nécessaires pour la vérification de la quantité et de l'emplacement des matières nucléaires et arrêter les modalités de vérification;

f) déterminer les combinaisons appropriées de méthodes et techniques de confinement et de surveillance ainsi que les points stratégiques auxquels elles doivent être appliquées.

Les résultats de l'examen des renseignements descriptifs dont l'Agence et la Communauté sont convenues sont consignés dans les arrangements subsidiaires.

Article 47

Réexamen des renseignements descriptifs

Les renseignements descriptifs sont réexaminés compte tenu des changements intervenus dans les conditions d'exploitation, des progrès de la technologie des garanties ou de l'expérience acquise dans l'application des modalités de vérification, en vue d'une modification des mesures prises en vertu de l'article 46.

Article 48

Vérification des renseignements descriptifs

L'Agence peut, en coopération avec la Communauté et l'Etat intéressé, envoyer des inspecteurs dans les installations pour vérifier les renseignements descriptifs communiqués à l'Agence en vertu des articles 42 à 45 aux fins énoncées à l'article 46.

Renseignements relatifs aux matieres nucleaires se trouvant en dehors des installations

Article 49

Lorsque des matières nucléaires doivent être habituellement utilisées en dehors des installations, les renseignements suivants sont, le cas échéant, communiqués à l'Agence par la Communauté:

a) une description générale de l'utilisation des matières nucléaires, leur emplacement géographique et le nom et l'adresse de l'utilisateur à employer pour les affaires courantes;

b) une description générale des règles de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires, en vigueur ou proposées, comme les arrangements subsidiaires le spécifient.

L'Agence est informée en temps voulu par la Communauté de toute modification des renseignements communiqués en vertu du présent article.

Article 50

Les renseignements communiqués à l'Agence en vertu de l'article 49 peuvent être utilisés, dans la mesure nécessaire, aux fins énoncées dans les alinéas *b*) à *f*) de l'article 46.

Comptabilite

Dispositions générales

Article 51

La Communauté fait en sorte qu'une comptabilité soit tenue pour chacûne des zones de bilan matières. La comptabilité à tenir est décrite dans les arrangements subsidiaires.

Article 52

La Communauté prend des dispositions pour faciliter l'examen de la comptabilité par les inspecteurs de l'Agence, notamment si elle n'est pas tenue en anglais, en espagnol, en francais ou en russe.

Article 53

La comptabilité est conservée pendant au moins cinq ans.

Article 54

La comptabilité comprend, s'il y a lieu:

a) des relevés comptables de toutes les matières nucléaires soumises aux garanties prévues dans le présent Accord;

b) des relevés d'opérations pour les installations qui contiennent ces matières nucléaires.

Article 55

Le système de mesures sur lequel est fondée la comptabilité utilisée pour l'établissement des rapports doit être conforme aux normes internationales les plus récentes ou être équivalent en qualité à ces normes.

Relevés comptables

Article 56

Les relevés comptables contiennent, pour chaque zone de bilan matières, les écritures suivantes:

a) toutes les variations de stock, afin de permettre la détermination du stock comptable à tout moment;

b) tous les résultats de mesures qui sont utilisés pour la détermination du stock physique;

c) tous les ajustements et corrections qui ont été faits en ce qui concerne les variations de stock, les stocks comptables et les stocks physiques.

Article 57

Pour toutes les variations de stock et tous les stocks physiques, les relevés comptables indiquent, en ce qui concerne chaque lot de matières nucléaires: l'identification des matières, les données concernant le lot, et les données de base. Les relevés comptables indiquent séparément les quantités d'uranium, de thorium et de plutonium contenues dans chaque lot de matières nucléaires. Pour chaque variation de stock, sont indiqués la date de la variation et, les cas échéant, la zone de bilan matières expéditrice et la zone de bilan matières destinataire ou le destinataire.

Article 58

Relevés d'opérations

Les relevés d'opérations contiennent, pour chaque zone de bilan matières, les écritures suivantes, s'il y a lieu:

a) les données d'exploitation utilisées pour établir les variations des quantités et de la composition des matières nucléaires;

b) les données obtenues par l'étalonnage des réservoirs et appareils et par l'échantillonnage et les analyses, les modalités du contrôle de la qualité des mesures et les estima-

tions des erreurs aléatoires et systématiques qui en sont dérivées;

c) la description du processus suivi pour préparer et dresser un inventaire physique et pour faire en sorte que cet inventaire soit exact et complet;

d) la description des dispositions prises pour déterminer la cause et l'ordre de grandeur de toute perte accidentelle ou non mesurée qui pourrait se produire.

RAPPORTS

Dispositions générales

Article 59

La Communauté communique à l'Agence les rapports définis aux articles 60 à 65 et 67 à 69 en ce qui concerne les matières nucléaires soumises aux garanties prévues dans le présent Accord.

Article 60

Les rapports sont rédigés en anglais, en espagnol, en français ou en russe, sauf dispositions contraires des arrangements subsidiaires.

Article 61

Les rapports sont fondés sur la comptabilité tenue conformément aux articles 51 à 58 et comprennent, selon le cas, des rapports comptables et des rapports spéciaux.

Rapports comptables

Article 62

L'Agence reçoit de la Communauté un rapport initial sur toutes les matières nucléaires soumises aux garanties prévues dans le présent Accord. Le rapport initial est envoyé à l'Agence dans les trente jours qui suivent le dernier jour du mois civil au cours duquel le présent Accord entre en vigueur, et il décrit la situation au dernier jour dudit mois.

Article 63

Pour chaque zone de bilan matières, la Communauté communique à l'Agence les rapports comptables suivants:

a) des rapports sur les variations de stock, indiquant toutes les variations du stock de matières nucléaires. Les rapports sont envoyés aussitôt que possible et, en tout cas, dans les délais spécifiés dans les arrangements subsidiaires;

b) des rapports sur le bilan matières, indiquant le bilan matières fondé sur un inventaire physique des matières nucléaires réellement présentes dans la zone de bilan matières. Les rapports sont envoyés aussitôt que possible et, en tout cas, dans les délais spécifiés dans les arrangements subsidiaires.

Les rapports sont fondés sur les renseignements disponibles à la date à laquelle ils sont établis, et ils peuvent être rectifiés ultérieurement s'il y a lieu.

Article 64

Les rapports sur les variations de stock donnent l'identification des matières et les données concernant le lot pour chaque lot de matières nucléaires, la date de la variation de stock et, le cas échéant, la zone de bilan matières expéditrice et la zone de bilan matières destinataire ou le destinataire. A ces rapports sont jointes des notes concises:

a) expliquant les variations de stock sur la base des données d'exploitation inscrites dans les relevés d'opérations prévus à l'alinéa *a*) de l'article 58;

b) décrivant, comme les arrangements subsidiaires le spécifient, le programme d'opérations prévu, notamment l'inventaire physique.

Article 65

La Communauté rend compte de chaque variation de stock, ajustement ou correction, soit périodiquement dans une liste récapitulative, soit séparément. Il est rendu compte des variations de stock par lot. Comme les arrangements subsidiaires le spécifient, les petites variations de stock de matières nucléaires, telles que les transferts d'échantillons aux fins d'analyse, peuvent être groupées pour qu'il en soit rendu compte comme d'une seule variation de stock.

Article 66

L'Agence communique à la Communauté à l'intention des Parties intéressées, pour chaque zone de bilan matières, des inventaires comptables semestriels des matières nucléaires soumises aux garanties prévues dans le présent Accord, établis d'après les rapports sur les variations de stock pour la période sur laquelle porte chacun de ces inventaires.

Article 67

Les rapports sur le bilan matières contiennent les écritures suivantes, sauf si l'Agence et la Communauté en conviennent autrement:

a) stock physique initial;
b) variations de stock (d'abord les augmentations, ensuite les diminutions);
c) stock comptable final;
d) écarts entre expéditeur et destinataire;
e) stock comptable final ajusté;
f) stock physique final;
g) différence d'inventaire.

Un inventaire physique dans lequel tous les lots figurent séparément et qui donne pour chaque lot l'identification des matières et les données concernant le lot est joint à chacun des rapports sur le bilan matières.

Article 68

Rapports spéciaux

La Communauté établit sans délai des rapports spéciaux:

a) si des circonstances ou un incident exceptionnels amènent la Communauté à considérer que des matières nucléaires ont été ou ont pu être perdues en quantités excédant les limites spécifiées à cette fin dans les arrangements subsidiaires;

b) si le confinement a changé inopinément par rapport à celui qui est spécifié dans les arrangements subsidiaires, au point qu'un retrait non autorisé de matières nucléaires est devenu possible.

Article 69

Précisions et éclaircissements

A la demande de l'Agence, la Communauté fournit des précisions ou des éclaircissements sur tous les rapports, dans la mesure où cela est nécessaire aux fins des garanties prévues dans le présent Accord.

INSPECTIONS

Article 70

Dispositions générales

L'Agence a le droit d'effectuer des inspections conformément aux dispositions prévues dans le présent Accord.

Objectifs des inspections

Article 71

L'Agence peut effectuer des inspection *ad hoc* pour:

a) vérifier les renseignements contenus dans le rapport initial sur les matières nucléaires soumises aux garanties prévues dans le présent Accord et identifier et verifier les changements qui se sont produits dans la situation entre la date du rapport initial et la date de l'entrée en vigueur des arrangements subsidiaires. en ce qui concerne une installation déterminée;

b) identifier et, si possible, vérifier la quantité et la composition des matières nucléaires soumises aux garanties prévues dans le présent Accord, conformément aux articles 93 et 96, avant leur transfert hors des territoires des Etats ou lors de leur transfert sur les territoires des Etats, à l'exception des transferts à l'intérieur de la Communauté.

Article 72

L'Agence peut effectuer des inspections régulières pour:

a) vérifier que les rapports sont conformes à la comptabilité;

b) vérifier l'emplacement, l'identité, la quantité et la composition de toutes les matières nucléaires soumises aux garanties prévues dans le présent Accord;

c) vérifier les renseignements sur les causes possibles des différences d'inventaire, des écarts entre expéditeur et destinataire et des incertitudes sur le stock comptable.

Article 73

Sous réserve des dispositions de l'article 77, l'Agence peut effectuer des inspections spéciales:

a) pour vérifier les renseignements contenus dans les rapports spéciaux;

b) si l'Agence estime que les renseignements communiqués par la Communauté, y compris les explications fournies par la Communauté et les renseignements obtenus au moyen des inspections régulières, ne lui suffisent pas pour s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent Accord.

Une inspection est dite spéciale lorsqu'elle s'ajoute à l'activité d'inspection régulière prévue dans le présent Accord ou comporte un droit d'accès à des renseignements ou emplacements qui s'ajoutent à celui qui est spécifié à l'article 76 pour les inspections *ad hoc* et les inspections régulières.

Portée des inspections

Article 74

Aux fins spécifiées dans les articles 71 à 73, l'Agence peut:

a) examiner la comptabilité tenue conformément aux articles 51 à 58;

b) procéder à des mesures indépendantes de toutes les matières nucléaires soumises aux garanties prévues dans le présent Accord;

c) vérifier le fonctionnement et l'étalonnage des appareils et autres dispositifs de mesure et de contrôle;

d) appliquer et utiliser des mesures de surveillance et de confinement;

e) utiliser d'autres méthodes objectives qui se sont révélées techniquement applicables.

Article 75

Dans le cadre des dispositions de l'article 74, l'Agence est habilitée à:

a) s'assurer que les échantillons prélevés aux points de mesure principaux pour le bilan matières le sont conformément à des modalités qui donnent des échantillons représentatifs, surveiller le traitement et l'analyse des échantillons et obtenir des doubles de ces échantillons;

b) s'assurer que les mesures de matières nucléaires faites aux points de mesure principaux pour le bilan matières sont représentatives, et surveiller l'étalonnage des appareils et autres dispositifs utilisés;

c) prendre avec la Communauté et, dans la mesure nécessaire, avec l'Etat intéressé des dispositions pour que, le cas échéant:

i) des mesures supplémentaires soient effectuées et des échantillons supplémentaires prélevés à l'intention de l'Agence;

ii) les échantillons étalonnés fournis par l'Agence pour analyse soient analysés;

iii) des étalons absolus appropriés soient utilisés pour l'étalonnage des appareils et autres dispositifs;

iv) d'autres étalonnages soient effectués;

d) prévoir l'utilisation de son propre matériel pour les mesures indépendantes et la surveillance et, s'il en est ainsi convenu et spécifié dans les arrangements subsidiaires, prévoir l'installation de ce matériel;

e) poser des scellés et autres dispositifs d'identification et de dénonciation sur les confinements, s'il en est ainsi convenu et spécifié dans les arrangements subsidiaires;

f) prendre avec la Communauté ou avec l'Etat intéressé des dispositions pour l'expédition des échantillons prélevés à l'intention de l'Agence.

Droit d'accès pour les inspections

Article 76

a) Aux fins énoncées à l'alinéa *a*) de l'article 71, et jusqu'au moment où les points stratégiques sont spécifiés dans les arrangements subsidiaires, les inspecteurs de l'Agence ont accès à tout emplacement où, d'après le rapport initial ou une inspection effectuée à l'occasion de ce rapport, se trouvent des matières nucléaires soumises aux garanties prévues dans le présent Accord.

b) Aux fins énoncées à l'alinéa *b*) de l'article 71, les inspecteurs de l'Agence ont accès à tout emplacement dont l'Agence a reçu notification conformément au sous-alinéa *d*) iii) de l'article 92 ou au sous-alinéa *d*) iii) de l'article 95.

c) Aux fins énoncées à l'article 72, les inspecteurs n'ont accès qu'aux points stratégiques spécifiés dans les arrangements subsidiaires et à la comptabilité tenue conformément aux articles 51 à 58.

d) Si la Communauté estime qu'en raison de circonstances exceptionnelles il y a lieu d'apporter d'importantes limitations au droit d'accès accordé à l'Agence, la Communauté et l'Agence concluent sans tarder des arrangements en vue de permettre à l'Agence de s'acquitter de ses responsabilités en matière de garanties, compte tenu des limitations ainsi apportées. Le Directeur général rend compte de chacun de ces arrangements au Conseil.

Article 77

Dans les circonstances qui peuvent donner lieu à des inspections spéciales aux fins énoncées à l'article 73, la Communauté et l'Agence se consultent immédiatement. A la suite de ces consultations, l'Agence peut:

a) effectuer des activités d'inspection qui s'ajoutent à l'activité d'inspection régulière prévue dans le présent Accord;

b) obtenir, avec l'assentiment de la Communauté, un droit d'accès à des renseignements ou emplacements qui s'ajoutent à ceux spécifiés à l'article 76. Tout désaccord est réglé conformément aux articles 21 et 22; si les mesures à prendre par la Communauté ou par un Etat, chacun en ce qui le concerne, sont essentielles et urgentes, l'articles 18 s'applique.

Fréquence et intensité des inspections régulières

Article 78

Un calendrier d'inspection optimal étant suivi, le nombre, l'intensité et la durée des inspections régulières sont maintenus au minimum compatible avec l'application effective des modalités de garanties énoncées dans le présent Accord; les ressources disponibles aux fins des inspections en vertu du présent Accord doivent être utilisées le plus rationnellement et le plus économiquement possible.

Article 79

Dans le cas des installations et zones de bilan matières extérieures aux installations et contenant une quantité de matières nucléaires ou ayant un débit annuel — si celui-ci est supérieur — n'excédant pas cinq kilogrammes effectifs, l'Agence peut procéder à une inspection régulière par an.

Article 80

Pour les installations contenant une quantité de matières nucléaires ou ayant un débit annuel excédant cinq kilogrammes effectifs, le nombre, l'intensité, la durée, le calendrier et les modalités des inspections régulières sont déterminés de telle manière que, dans le cas extrême ou limite, le régime d'inspection ne soit pas plus intensif qu'il est nécessaire et suffisant pour connaître à tout moment le flux et le stock de matières nucléaires; le maximum d'activité d'inspection régulière en ce qui concerne ces installations est déterminé de la manière suivante:

a) pour les réacteurs et les installations de stockage sous scellés, le total maximum d'inspections régulières par an est déterminé à raison d'un sixième d'année d'inspecteur pour chacune des installations de cette catégorie;

b) pour les installations, autres que les réacteurs et installations de stockage sous scellés, dont les activités comportent l'utilisation de plutonium ou d'uranium enrichi à plus de 5 % le total maximum d'inspections régulières par an est déterminé, pour chaque installation de cette catégorie à raison de $30 \times \sqrt{E}$ journées d'inspecteur par an, E étant le stock de matières nucléaires ou le débit annual, si celui-ci est plus élevé, exprimés en kilogrammes effectifs. Toutefois, le maximum établi pour l'une quelconque de ces installations n'est pas inférieur à 1,5 année d'inspecteur;

c) pour les installations non visées aux alinéas *a*) ou *b*), le total maximum d'inspections régulières par an est déterminé, pour chaque installation de cette catégorie, à raison d'un tiers d'année d'inspecteur plus $0{,}4 \times E$ journées d'inspecteur par an, E étant le stock de matières nucléaires ou le débit annuel, si celui-ci est plus élevé, exprimés en kilogrammes effectifs.

Les Parties au présent Accord peuvent convenir de modifier les chiffres spécifiés dans le présent article pour le maximum d'activités d'inspection, lorsque le Conseil décide que cette modification est justifiée.

Article 81

Sous réserve des articles 78 à 80, les critères à utiliser pour déterminer le nombre et le calendrier effectif ainsi que l'intensité, la durée et les modalités effectives des inspections régulières de chaque installation sont notamment les suivants:

a) *forme des matières nucléaires*, en particulier la présentation des matières nucléaires en vrac ou en un certain nombre d'articles identifiables, la composition chimique et, dans le cas de l'uranium, le dégré — faible ou élevé — d'enrichissement: l'accessibilité:

b) *efficacité des garanties de la Communauté*, notamment la mesure dans laquelle les exploitants d'installations sont indépendants, du point de vue fonctionnel, des garanties de la Communauté; la mesure dans laquelle les dispositions spécifiées à l'article 32 ont été mises en oeuvre par la Communauté; la promptitude avec laquelle les rapports sont adressés à l'Agence; leur concordance avec les vérifications indépendantes effectuées par l'Agence; l'importance et l'exactitude de la différence d'inventaire telles qu'elles ont été vérifiées par l'Agence;

c) *caractéristiques du cycle du combustible nucléaire sur les territoires des Etats*, en particulier le nombre et le type des installations contenant des matières nucléaires soumises aux garanties prévues dans le présent Accord; les caractéristiques de ces installations du point de vue des garanties prévues dans le présent Accord, notamment leur degré de confinement; la mesure dans laquelle la conception de ces installations facilite la vérification du flux et

du stock de matières nucléaires; la mesure dans laquelle une corrélation peut être établie entre les renseignements provenant de différentes zones de bilan matières;

d) *interdépendance internationale*, en particulier la mesure dans laquelle des matières nucléaires sont reçues d'autres Etats ou expédiées à d'autres Etats aux fins d'utilisation ou de traitement; toutes les opérations de vérification effectuées par l'Agence à l'occasion de ces transferts; la mesure dans laquelle les activités nucléaires exercées sur le territoire de chaque Etat et celles exercées sur le territoire d'autres Etats sont interdépendantes;

e) *progrès techniques dans le domaine des garanties*, y compris l'emploi de procédés statistiques et du sondage aléatoire pour l'évaluation du flux de matières nucléaires.

Article 82

L'Agence et la Communauté se consultent si celle-ci estime que l'activité d'inspection est indûment concentrée sur certaines installations.

Préavis des inspections

Article 83

L'Agence donne préavis à la Communauté et aux Etats intéressés de l'arrivée des inspecteurs de l'Agence dans les installations ou dans les zones de bilan matières extérieures aux installations:

a) pour les inspections *ad hoc* prévues à l'alinéa *b*) de l'article 71, vingt-quatre heures au moins à l'avance; pour les inspections *ad hoc* prévues à l'alinéa *a*) de l'article 71 ainsi que pour les activités prévues à l'article 48, une semaine au moins à l'avance;

b) pour les inspections spéciales prévues à l'article 73, aussi rapidement que possible après que l'Agence et la Communauté se sont consultées comme prévu à l'article 77, étant entendu que la notification de l'arrivée fait normalement partie des consultations;

c) pour les inspections régulières prévues à l'article 72, vingt-quatre heures au moins à l'avance en ce qui concerne les installations visées à l'alinéa *b*) de l'article 80 ainsi que les installations de stockage sous scellés contenant du plutonium ou de l'uranium enrichi à plus de 5 % et une semaine dans tous les autres cas.

Les préavis d'inspection indiquent les noms des inspecteurs de l'Agence, les installations et les zones de bilan matières extérieures aux installations à inspecter, ainsi que les périodes pendant lesquelles elles seront inspectées. Si les inspecteurs de l'Agence arrivent d'un territoire extérieur aux territoires des Etats, l'Agence donne également préavis du lieu et du moment de leur arrivée sur les territoires des Etats.

Article 84

Nonobstant les dispositions de l'article 83, l'Agence peut, à titre de mesure complémentaire, effectuer sans notification préalable une partie des inspections régulières prévues à l'article 80, selon le principe du sondage aléatoire. En procédant à des inspections inopinées, l'Agence tient pleinement compte du programme d'opérations qui lui est communiqué conformément à l'alinéa *b*) de l'article 64. En outre, chaque fois que cela est possible, et sur la base du programme d'opérations, elle avise périodiquement la Communauté et l'Etat intéressé de son programme général d'inspections annoncées et inopinées en précisant les périodes générales pendant lesquelles les inspections sont prévues. En procédant à des inspections

inopinées, l'Agence met tout en oeuvre pour réduire au minimum toute difficulté pratique que ces inspections pourraient causer à la Communauté et à l'Etat intéressé ainsi qu'aux exploitants d'installations, en tenant compte des dispositions pertinentes de l'article 44 et de l'article 89. De même, la Communauté et l'Etat intéressé mettent tout en oeuvre pour faciliter la tâche des inspecteurs de l'Agence.

Désignation des inspecteurs de l'Agence

Article 85

Les inspecteurs de l'Agence sont désignés selon les modalités suivantes:

a) le Directeur général communique par écrit à la Communauté et aux Etats le nom, les titres, la nationalité et le rang de chaque fonctionnaire de l'Agence dont il propose la désignation comme inspecteur de l'Agence pour les Etats ainsi que tous autres détails utiles le concernant;

b) la Communauté fait savoir au Directeur général, dans les trente jours suivant la réception de la proposition, si celle-ci est acceptée;

c) le Directeur général peut désigner comme un des inspecteurs de l'Agence pour les Etats tout fonctionnaire que la Communauté et les Etats ont accepté, et il informe la Communauté et les Etats de ces désignations;

d) le Directeur général, à la demande de la Communauté ou de sa propre initiative, fait immédiatement savoir à la Communauté et aux Etats que la désignation d'un fonctionnaire comme inspecteur de l'Agence pour les Etats est annulée.

Toutefois, en ce qui concerne les inspecteurs de l'Agence nécessaires aux fins énoncées à l'article 48 et pour des inspections ad hoc conformément à l'alinéa *a*) de l'article 71, les formalités de désignation doivent être terminées, si possible, dans les trente jours qui suivent l'entrée en vigueur du présent Accord. S'il est impossible de procéder à ces désignations dans ce délai, des inspecteurs de l'Agence sont désignés à ces fins à titre temporaire.

Article 86

Les Etats accordent ou renouvellent le plus rapidement possible les visas nécessaires à chaque inspecteur de l'Agence désigné conformément à l'article 85.

Conduite et séjour des inspecteurs de l'Agence

Article 87

Les inspecteurs de l'Agence, dans l'exercice de leurs fonctions au titre des article 48 et 71 à 75, s'acquittent de leurs tâches de manière à ne pas gêner ou retarder la construction, la mise en service ou l'exploitation des installations, ou compromettre leur sécurité. En particulier, les inspecteurs de l'Agence ne doivent pas faire fonctionner eux-mêmes une installation ni ordonner au personnel d'une installation de procéder à une opération quelconque. Si les inspecteurs de l'Agence estiment qu'en vertu des articles 74 et 75 l'exploitant devrait effectuer des opérations particulières dans une installation, ils font une demande à cet effet.

Article 88

Si, dans l'exercice de leurs fonctions, des inspecteurs de l'Agence ont besoin de services qu'ils peuvent se procurer sur le territoire d'un Etat, y compris l'usage de matériel, l'Etat intéressé et la Communauté leur facilitent l'obtention de ces services et l'usage de ce matériel.

Article 89

La Communauté et les Etats intéressés ont le droit de faire accompagner les inspecteurs de l'Agence pendant les opérations d'inspection par les inspecteurs de l'une et les représentants des autres, sous réserve que les inspecteurs de l'Agence ne soient pas de ce fait retardés ou autrement gênés dans l'exercice de leurs fonctions.

Declarations relatives aux activités de vérification de l'agence

Article 90

L'Agence informe la Communauté, à l'intention des Parties intéressées:

a) des résultats de ses inspections, à des intervalles spécifiés dans les arrangements subsidiaires;

b) des conclusions qu'elle a tirées de ses activités de vérification.

Transferts vers les territoires ou hors des territoires des États

Article 91

Dispositions générales

Les matières nucléaires soumises ou devant être soumises aux garanties prévues dans le présent Accord et qui font l'objet d'un transfert vers les territoires ou hors des territoires des Etats sont considérées, aux fins du présent Accord, comme étant sous la responsabilité de la Communauté et de l'Etat intéressé:

a) en cas de transferts vers les territoires des Etats, depuis le moment où une telle responsabilité cesse d'incomber à l'Etat hors du territoire duquel les matières sont transférées, et au plus tard au moment de l'arrivée des matières à destination;

b) en cas de transferts hors des territoires des Etats, jusqu'au moment où cette responsabilité incombe à l'Etat destinataire, et au plus tard au moment de l'arrivée des matières nucléaires à destination.

Le stade auquel a lieu le transfert de responsabilité est déterminé conformément aux arrangements appropriés conclus par la Communauté et l'Etat intéressé, d'une part, et l'Etat vers le territoire duquel ou hors du territoire duquel les matières nucléaires sont transférées, d'autre part. Ni la Communauté ni un Etat ne sont considérés comme ayant une telle responsabilité sur des matières nucléaires pour la seule raison que celles-ci se trouvent en transit sur le territoire d'un Etat, au-dessus de son territoire ou de ses eaux territoriales, ou transportées sous le pavillon d'un Etat ou dans ses aéronefs.

Transferts hors des territoires des Etats

Article 92

a) La Communauté notifie à l'Agence tout transfert prévu hors des territoires des Etats de matières nucléaires soumises aux garanties en vertu du présent Accord, si l'expédition est supérieure à un kilogramme effectif, ou, si les arrangements subsidiaires le spécifient,

dans le cas d'installations qui expédient normalement des quantités importantes à destination du territoire d'un même Etat, aucune des expéditions n'étant supérieure à un kilogramme effectif.

b) La notification est faite à l'Agence après la conclusion du contrat prévoyant le transfert et dans les délais spécifiés dans les arrangements subsidiaires.

c) L'Agence et la Communauté peuvent convenir de modalités différentes pour la notification préalable.

d) La notification spécifie:

i) l'identification et, si possible, la quantité prévue et la composition des matières nucléaires qui seront transférées, ainsi que la zone de bilan matières d'où elles proviendront;

ii) l'Etat auquel les matières nucléaires sont destinées;

iii) les dates auxquelles et les emplacements où les matières nucléaires seront préparées pour l'expédition;

iv) les dates approximatives d'expédition et d'arrivée des matières nucléaires;

v) le stade du transfert auquel la responsabilité des matières nucléaires aux fins du présent Accord, incombera à l'Etat destinataire, et la date probable à laquelle ce stade sera atteint.

Article 93

La notification visée à l'article 92 doit être telle qu'elle permette à l'Agence de procéder, si nécessaire, à une inspection *ad hoc* pour identifier les matières nucléaires et, si possible, en vérifier la quantité et la composition avant qu'elles soient transférées hors des territoires des Etats, sauf dans le cas des transferts à l'intérieur de la Communauté, et, si l'Agence le désire ou si la Communauté le demande, d'apposer des scellés sur les matières nucléaires lorsqu'elles ont été préparées pour expédition. Toutefois, le transfert des matières nucléaires ne doit être retardé en aucune façon par les mesures prises ou envisagées par l'Agence à la suite de cette notification.

Article 94

Si les matières nucléaires ne sont pas soumises aux garanties de l'Agence sur le territoire de l'Etat destinataire, la Communauté fait en sorte que l'Agence reçoive, dans les trois mois suivant le moment où l'Etat destinataire accepte la responsabilité des matières nucléaires, une confirmation du transfert par l'Etat destinataire.

Transferts vers les territoires des Etats

Article 95

a) La Communauté notifie à l'Agence tout transfert prévu de matières nucléaires devant être soumises aux garanties en vertu du présent Accord vers les territoires des Etats, si l'expédition est supérieure à un kilogramme effectif, ou, si les arrangements subsidiaires le spécifient, dans le cas d'installations auxquelles sont normalement transférées des quantités importantes en provenance d'un même Etat, aucune des expéditions n'étant supérieure à un kilogramme effectif.

b) La notification est faite à l'Agence aussi longtemps que possible avant l'arrivée prévue des matières nucléaires et, en tout cas, dans les délais spécifiés dans les arrangements subsidiaires.

c) L'Agence et la Communauté peuvent convenir de modalités différentes pour la notification préalable.

d) La notification spécifie:

i) l'identification et, si possible, la quantité prévue et la composition des matières nucléaires;

ii) le stade du transfert auquel la responsabilité des matières nucléaires aux fins du présent Accord incombera à la Communauté et à l'Etat intéressé, et la date probable à laquelle ce stade sera atteint;

iii) la date prévue de l'arrivée, ainsi que l'emplacement où et la date à laquelle il est prévu que les matières nucléaires seront déballées.

Article 96

La notification visée à l'article 95 doit être telle qu'elle permette à l'Agence de procéder, si nécessaire, à une inspection *ad hoc* pour identifier les matières nucléaires transférées vers les territoires des Etats, sauf dans le cas de transferts à l'intérieur de la Communauté et, si possible, en vérifier la quantité et la composition au moment où l'envoi est déballé. Toutefois, le déballage ne doit pas être retardé en raison des mesures prises ou envisagées par l'Agence à la suite de cette notification.

Article 97

Rapports spéciaux

La Communauté envoie un rapport spécial, comme prévu à l'article 68, si des circonstances ou un incident exceptionnels l'amènent à considérer que des matières nucléaires ont été ou ont pu être perdues au cours d'un transfert vers les territoires ou hors des territoires des Etats, notamment s'il se produit un retard important dans le transfert.

DEFINITIONS

Article 98

Aux fins du presént Accord :

1.A) Par *Communauté*, on entend:

a) la personne juridique créée par le Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM), Partie au présent Accord;

b) les territoires sur lesquels s'applique le Traité EURATOM.

B) Par *Etats*, on entend les Etats non dotés d'armes nucléaires qui sont membres de la Communauté et Parties au présent Accord.

2.A) Par *ajustement*, on entend une écriture comptable indiquant un écart entre expéditeur et destinataire ou une différence d'inventaire.

B) Par *débit annuel*, on entend, aux fins des articles 79 et 80, la quantité de matières nucléaires transférées chaque année hors d'une installation fonctionnant à sa capacité nominale.

C) Par *lot*, on entend une portion de matières nucléaires traitée comme une unité aux fins de la comptabilité en un point de mesure principal, et dont la composition et la quantité sont définies par un ensemble unique de caractéristiques ou de mesures. Les matières nucléaires peuvent être en vrac ou contenues dans un certain nombre d'articles identifiables.

D) Par *données concernant le lot*, on entend le poids total de chaque élément de matières nucléaires et, dans le cas de l'uranium et du plutonium, la composition isotopique s'il y a lieu. Les unités sont les suivantes:

a) le gramme pour le plutonium contenu;

b) le gramme pour le total d'uranium et pour le total de l'uranium 235 et de l'uranium 233 contenu dans l'uranium enrichi en ces isotopes;

c) le kilogramme pour le thorium, l'uranium naturel et l'uranium appauvri contenus.

Aux fins des rapports, on additionne les poids des différents articles du lot avant d'arrondir à l'unité la plus proche.

E) Par *stock comptable* d'une zone de bilan matières, on entend la somme algebrique du stock physique déterminé par l'inventaire le plus récent et de toutes les variations de stock survenues depuis cet inventaire.

F) Par *correction*, on entend une écriture comptable visant à rectifier une erreur identifiée ou à traduire la mesure améliorée d'une quantité déjà comptabilisée. Chaque correction doit specifier l'écriture à laquelle elle se rapporte.

G) Par *kilogramme effectif*, on entend une unité spéciale utilisée dans l'application des garanties à des matières nucléaires. On obtient la quantité de kilogrammes effectifs en prenant:

a) dans le cas du plutonium, son poids en kilogrammes;

b) dans le cas de l'uranium ayant un enrichissement égal ou supérieur à 0,01 (1 %), le produit de son poids en kilogrammes par le carré de l'enrichissement;

c) dans le cas de l'uranium ayant un enrichissement inférieur à 0,01 (1 %) mais supérieur à 0,005 (0,5 %) le produit de son poids en kilogrammes par 0,0001);

d) dans le cas de l'uranium appauvri ayant un enrichissement égal ou inférieur à 0,005 (0,5 %) et dans le cas du thorium, le produit de leur poids en kilogrammes par 0,00005.

H) Par *enrichissement*, on entend le rapport entre le poids global de l'uranium 233 et de l'uranium 235 et le poids total de l'uranium considéré.

I) Par *installation*, on entend:

a) un réacteur, une installation critique, une usine de transformation, une usine de fabrication, une usine de traitement du combustible irradié, une usine de séparation des isotopes ou une installation de stockage séparée;

b) tout emplacement où des matières nucléaires en quantités supérieures à un kilogramme effectif sont habituellement utilisées.

J) Par *variation de stock*, on entend une augmentation ou une diminution de la quantité de matières nucléaires, exprimée en lots, dans une zone de bilan matières; il peut s'agir de l'une des augmentations et diminutions suivantes:

a) augmentations:

i) importation;

ii) arrivée en provenance de l'intérieur: arrivée, de l'intérieur des territoires des Etats: en provenance d'une autre zone de bilan matières; d'une activité non soumise aux garanties (non pacifique); au point de départ de l'application des garanties;

iii) production nucléaire: production de produits fissiles spéciaux dans un réacteur;

iv) levée d'exemption: réapplication de garanties à des matières nucléaires antérieurement exemptées du fait de leur utilisation ou du fait de leur quantité;

b) diminutions:

i) exportation;

ii) expédition à destination de l'intérieur: expédition, à l'intérieur des territoires des Etats, à destination d'une autre zone de bilan matières ou d'une activité non soumise aux garanties (non pacifique);

iii) consommation: perte de matière nucléaire due à sa transformation en élément(s) ou isotope(s, différent(s) à la suite de réactions nucléaires;

iv) rebuts mesurés: matière nucléaire qui a été mesurée, ou estimée sur la base de mesures, et affectée à des fins telles qu'elle ne puisse plus se prêter à une utilisation nucléaire ultérieure;

v) déchets conservés: matière nucléaire produite en cours de traitement ou par suite d'un accident d'exploitation et jugée pour le moment irrécupérable, mais stockée;

vi) exemption: exemption de matières nucléaires des garanties, du fait de leur utilisation ou du fait de leur quantité;

vii) autres pertes: par exemple, perte accidentelle (c'est-à-dire perte irréparable, et par inadvertance, de matières nucléaires, due à un accident d'exploitation) ou vol.

K) Par *point de mesure principal*, on entend un endroit où la matièire nucléare se présente sous une forme telle qu'il est possible de la mesurer pour en déterminer le flux ou le stock. Les points de mesure principaux comprennent donc les entrées et les sorties (y compris les rebuts mesurés) et les magasins des zones de bilan matières, cette énumération n'étant pas exhaustive.

L) Par *année d'inspecteur*, on entend, aux fins de l'article 80, 300 journées d'inspecteur, une journée d'inspecteur étant une journée au cours de laquelle un inspecteur a accès à tout moment à une installation pendant un total de huit heures au maximum.

M) Par *zone de bilan matières*, on entend une zone intérieure ou extérieure à une installation telle que:

a) les quantités de matières nucléaires transférées puissent être déterminées à l'entrée et à la sortie de chaque zone de bilan matières;

b) le stock physique de matières nucléaires dans chaque zone de bilan matières puisse être déterminé, si nécessaire, conformément à des régles établies,

afin que le bilan matières aux fins des garanties de l'Agence puisse être dressé.

N) Par *différence d'inventaire*, on entend la différence entre le stock comptable et le stock physique.

O) *Par matière nucléaire*, on entend toute matière brute ou tout produit fissile spécial tels qu'ils sont définis à l'article XX du Statut. Le terme « matière brute » n'est pas interprété comme s'appliquant aux minerais ou aux résidus de minerais. Si, après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil, agissant en vertu de l'article XX du Statut, désigne d'autres matières et les ajoute à la liste de celles qui sont considérées comme des matières brutes ou des produits fissiles spéciaux, cette désignation ne prend effet en vertu du présent Accord qu'après avoir été acceptée par la Communauté et les Etats.

P) Par *stock physique*, on entend la somme de toutes les estimations mesurées ou calculées des quantités de matières nucléaires des lots se trouvant à un moment donné dans une zone de bilan matières, sommes que l'on obtient en se conformant à des règles établies.

Q) Par *écart entre expéditeur et destinataire*, on entend la différence entre la quantité de matière nucléaire d'un lot déclarée par la zone de bilan matières expéditrice et la quantité mesurée par la zone de bilan matières destinataire.

R) Par *données de base*, on entend les données, enregistrées lors des mesures ou des étalonnages ou utilisées pour obtenir des relations empiriques, qui permettent d'identifier la matière nucléaire et de déterminer les données concernant le lot. Les données de base englobent, par exemple, le poids des composés, les facteurs de conversion appliqués pour déterminer le poids de l'élément, le poids spécifique, la concentration de l'élement, les abondances isotopiques, la relation entre les lectures volumétrique et manométrique, et la relation entre le plutonium et l'énergie produits.

S) Par *point stratégique* on entend un endroit, choisi lors de l'examen des renseignements descriptifs, où, dans les conditions normales et en conjonction avec les renseignements provenant de l'ensemble de tous les points stratégiques, les renseignements nécessaires et suffisants pour la mise en oeuvre des mesures de garanties sont obtenus et vérifiés. Un point stratégique peut être n'importe quel endroit où des mesures principales relatives à la comptabilité bilan matières sont faites et où des mesures de confinement et de surveillance sont mises en oeuvre.

PROTOCOLE

Article premier

Le présent Protocole a pour objet de compléter certaines dispositions de l'Accord, et notamment de préciser les conditions et les modalités selon lesquelles est mise en oeuvre la coopération dans l'application des garanties prévues dans l'Accord de manière à éviter tout double emploi des activités de la Communauté dans le domaine des garanties.

Article 2

La Communauté rassemble les renseignements qui sont relatifs aux installations et aux matières nucléaires se trouvant en dehors des installations et qui doivent être communiqués à l'Agence en vertu de l'Accord, sur la base du questionnaire indicatif convenu, annexé aux arrangements subsidiaires.

Article 3

L'Agence et la Communauté procèdent en commun à l'examen des renseignements descriptifs prévu aux alinéas *a)* à *f)* de l'article 46 de l'Accord et en incluent les résultats convenus dans les arrangements subsidiaires. La vérification de ces renseignements, visée à l'article 48 de l'Accord, est effectuée par l'Agence en coopération avec la Communauté.

Article 4

Lorsqu'elle communique à l'Agence les renseignements visés à l'article 2 du présent Protocole, la Communauté lui transmet également des renseignements sur les méthodes d'inspection qu'elle propose d'appliquer ainsi que les propositions complètes, y compris les prévisions des activités d'inspection concernant les activités d'inspection régulière, aux fins d'établissement des formules types jointes aux arrangements subsidiaires et relatives aux installations et aux zones de bilan matières extérieures aux installations.

Article 5

La Communauté et l'Agence établissent en commun les formules types jointes aux arrangements subsidiaires.

Article 6

La Communauté rassemble les rapports transmis par les exploitants, tient une comptabilité centralisée sur la base de ces rapports et procède au contrôle et à l'analyse techniques et comptables des renseignements reçus.

Article 7

Une fois terminées les tâches visées à l'article 6 du présent Protocole, la Communauté établit, une fois par mois, les rapports, sur les variations de stocks et les transmet à l'Agence dans les délais spécifiés dans les arrangements subsidiaires.

Article 8

La Communauté transmet en outre à l'Agence les rapports sur le bilan matières et les inventaires physiques, à des intervalles de temps qui dépendent de la fréquence des inventaires physiques spécifiée dans les arrangements subsidiaires.

Article 9

Le modèle et la présentation des rapports visés aux articles 7 et 8 du présent Protocole, tels qu'ils sont convenus entre l'Agence et la Communauté, sont spécifiés dans les arrangements subsidiaires.

Article 10

Les activités d'inspection régulière exercées par la Communauté et par l'Agence aux fins de l'Accord, y compris les inspections visées à l'article 84 de l'Accord, sont coordonnées conformément aux dispositions des articles 11 à 23 du présent Protocole.

Article 11

Sous réserve des articles 79 et 80 de l'Accord, il est tenu compte, lors de la détermination du nombre et du calendrier effectifs ainsi que de l'intensité, de la durée et des modalités effectives des inspections de l'Agence pour chaque installation, de l'activité d'inspection exercée par la Communauté dans le cadre de son système multinational de garanties conformément aux dispositions du présent Protocole.

Article 12

Les activités d'inspection exercées au titre de l'Accord pour chaque installation sont déterminées au moyen des critères définis à l'article 81 de l'Accord. Les règles et méthodes qui sont énoncées dans les arrangements subsidiaires et qui ont été utilisées pour le calcul des activités d'inspection dans les exemples spécifiques joints auxdits arrangements sont utilisées pour l'application de ces critères. Ces règles et méthodes sont réexaminées périodiquement, conformément à l'article 6 de l'Accord, pour tenir compte des progrès technologiques réalisés dans le domaine des garanties ainsi que de l'expérience acquise.

Article 13

Les activités d'inspection exercées au titre de l'Accord, qui sont exprimées sous forme de prévisions convenues pour les activités effectives d'inspection, sont énoncées dans les

arrangements subsidiaires, dans lesquels figurent également une description appropriée des modes de vérification et la portée des inspections à effectuer par la Communauté et par l'Agence. Ces activités d'inspection constituent, dans des conditions normales de fonctionnement et sous réserve des conditions indiquées cidessous, les activités effectives maximales exercées dans l'installation au titre de l'Accord:

a) les renseignements sur les garanties de la Communauté visées à l'article 32 de l'Accord, tels qu'ils sont spécifiés dans les arrangements subsidiaires, doivent demeurer valables;

b) les renseignements communiqués à l'Agence conformément à l'article 2 du présent Protocole doivent demeurer valables;

c) la Communauté doit présenter régulièrement les rapports visés aux articles 60 et 61, 63 à 65 et 67 à 69 de l'Accord, comme le spécifient les arrangements subsidiaires;

d) les dispositions prises pour la coordination des inspections conformément aux articles 10 à 23 du présent Protocole, telles qu'elles sont spécifiées dans les arrangements subsidiaires, doivent être régulièrement appliquées;

e) la Communauté doit exercer son activité d'inspection en ce qui concerne l'installation, telle que cette activité est spécifiée dans les arrangements subsidiaires, conformément au présent article.

Article 14

a) Sous réserve des conditions énoncées à l'article 13 du présent Protocole, les inspections de l'Agence sont effectuées en même temps que les activités d'inspection de la Communauté. Les inspecteurs de l'Agence sont présents pendant que certaines des inspections de la Communauté sont effectuées.

b) Sous réserve du paragraphe *a*), toutes les fois que l'Agence peut atteindre les objectifs de ses inspections régulières prévues dans l'Accord, les inspecteurs de l'Agence appliquent les dispositions des articles 74 et 75 de l'Accord en observant les activités d'inspection exercées par les inspecteurs de la Communauté à condition toutefois:

i) que les activités d'inspection à exercer par les inspecteurs de l'Agence autrement que par l'observation des activités d'inspection exercées par les inspecteurs de la Communauté, et qui sont prévisibles, soient spécifiées dans les arrangements subsidiaires;

ii) qu'au cours d'une inspection, les inspecteurs de l'Agence puissent, lorsqu'ils le jugent essentiel et urgent, procéder à des activités d'inspection autrement que par l'observ a tion des activités d'inspection exercées par les inspecteurs de la Communauté, si l'Agence n'a pas d'autres moyens pour atteindre les objectifs des inspections régulières et que cet état de chose soit imprévisible.

Article 15

Le calendrier et le programme général des inspections de la Communauté dans le cadre de l'Accord sont établis par la Communauté en coopération avec l'Agence.

Article 16

Les dispositions permettant la présence d'inspecteurs de l'Agence au cours de certaines des inspections de la Communauté sont prises à l'avance d'un commun accord par l'Agence et la Communauté pour chaque type d'installation et, dans la mesure nécessaire, pour chaque installation.

Article 17

En vue de permettre à l'Agence de décider, en se fondant sur les besoins en échantillons statistiques, de sa présence à une inspection particulière effectuée par la Communauté, la Communauté communique au préalable à l'Agence un état des nombres, types et contenus d'articles à inspecter, d'après les renseignements fournis à la Communauté par l'expoitant de l'installation.

Article 18

Des modalités techniques pour chaque type d'installation en général et, dans la mesure nécessaire, pour chaque installation sont convenues à l'avance par l'Agence et la Communauté, particulièrement en ce qui concerne:

a) la détermination des techniques de sondage statistique aléatoire;

b) la vérification et l'identification des étalons.

Article 19

Les dispositions en matière de coordination définies pour chaque type d'installation dans les arrangements subsidiaires servent de base pour les dispositions en matière de coordination qui doivent être spécifiées dans chaque formule type par installation.

Article 20

Les mesures spécifiques de coordination relatives aux questions définies dans les formules types par installation, conformément à l'article 19 du présent Protocole, sont prises en commun par les fonctionnaires de la Communauté et de l'Agence désignés à cet effet.

Article 21

La Communauté communique à l'Agence ses documents de travail pour les inspections auxquelles les inspecteurs de l'Agence sont présents et des rapports d'inspection pour toutes les autres inspections de la Communauté effectuées dans le cadre de l'Accord.

Article 22

Les échantillons de matières nucléaires destinés à l'Agence proviennent des mêmes lots ou articles choisis au hasard que les échantillons destinés à la Communauté et sont prélévés en même temps que ces derniers, sauf si l'Agence, pour maintenir son activité d'inspection à un niveau aussi bas qu'il est pratiquement possible ou pour la réduire à un tel niveau, doit procéder à un prélèvement indépendant l'échantillons, comme convenu à l'avance et spécifié dans les arrangements subsidiaires.

Article 23

Les fréquences des inventaires physiques qui doivent être dressés par les exploitants d'installations et vérifiés aux fins des garanties doivent être conformes à celles indiquées à

titre de directives dans les arrangements subsidiaires. S'il est jugé indispensable de procéder, à propos des inventaires physiques, à des activités supplémentaires dans le cadre de l'Accord, ces activités sont examinées par le Comité de liaison institué en vertu de l'article 25 et arrêtées d'un commun accord avant leur mise en oeuvre.

Article 24

Toutes les fois que l'Agence peut atteindre les objectifs de ses inspections *ad hoc* prévues dans l'Accord par l'observation des activités d'inspection exercées par les inspecteurs de la Communauté, elle doit le faire.

Article 25

a) Afin de faciliter la mise en oeuvre de l'Accord et du présent Protocole, il est institué un Comité de liaison, composé de représentants de la Communauté et de l'Agence.

b) Le Comité se réunit au moins une fois par an:

i) pour examiner notamment l'exécution des dispositions en matière de coordination prévues dans le présent Protocole, y compris les prévisions convenues en ce qui concerne les activités d'inspection;

ii) pour examiner l'évolution des méthodes et des techniques dans le demaine des garanties;

iii) pour examiner toute question qui lui est renvoyée par les réunions périodiques mentionnées au paragraphe *c*).

c) Le Comité se réunit périodiquement à un niveau moins élevé pour examiner en particulier et dans la mesure nécessaire, pour chaque installation, l'application des dispositions en matière de coordination prévues dans le présent Protocole, y compris, compte tenu des progrès techniques et opérationnels, la mise à jour des prévisions convenues en matière d'activités d'inspection en ce qui concerne les modifications du débit, du stock et des programmes d'opération de l'installation, ainsi que l'application des modalités d'inspection à différents types d'activités d'inspection régulière et, d'une manière générale, les besoins en échantillons statistiques. Toute question qui ne peut être réglée est renvoyée aux réunions mentionnées au paragraphe *b*).

d) Sans préjudice des mesures d'urgence qui pourraient se révéler nécessaires dans le cadre de l'Accord, si l'application de l'article 13 du présent Protocole soulève des difficultés, notamment si l'Agence estime que les conditions stipulées audit article n'ont pas été remplies, le Comité se réunit dès que possible au niveau voulu pour examiner la situation et étudier les mesures à prendre. Si un problème ne peut pas être résolu, le Comité peut faire aux Parties des propositions appropriées, notamment en vue de modifier les prévisions en matière d'activités d'inspection pour les activités d'inspection régulière.

e) Le Comité élabore, si nécessaire, des propositions au sujet des questions qui exigent l'accord des Parties.

FAIT À Bruxelles en deux exemplaires, le cinq avril mil neuf cent soixante-treize en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Joseph VAN DER MEULEN,
Ambassadeur, Représentant Permanent auprès des Communautés Européennes.

Pour le Gouvernement du Royaume du Danemark

Niels ERSBØLL,
Ambassadeur, Représentant Permanent auprès des Communautés Européennes.

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne

Hans-Georg SACHS,
Ambassadeur, Représentant Permanent auprès des Communautés Européennes.

Pour le Gouvernement de l'Irlande

Sean P. KENNAN,
Ambassadeur, Représentant Permanent auprès des Communautés Européennes.

Pour le Gouvernement de la République Italienne

Giorgio BOMBASSEI FRASCANI DE VETTOR,
Ambassadeur, Représentant Permanent auprès des Communautés Européennes.

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Jean DONDELINGER,
Ambassadeur, Représentant Permanent auprès des Communautés Européennes.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

E.M.J.A. SASSEN,
Ambassadeur, Représentant Permanent auprès des Communautés Européennes.

Pour la Communauté Européenne de l'Energie Atomique

Ralph DAHRENDORF,
Membre de la Commission des Communautés Européennes.

Pour l'Agence Internationale de l'Energie Atomique

Sigvard EKLUND,
Directeur Général.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

TRADUZIONE NON UFFICIALE

Nota bene. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'accordo.

ACCORDO

FRA IL REGNO DEL BELGIO, IL REGNO DI DANIMARCA, LA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA, L'IRLANDA, LA REPUBBLICA ITALIANA, IL GRANDUCATO DEL LUSSEMBURGO, IL REGNO DEI PAESI BASSI, LA COMUNITÀ EUROPEA DELL'ENERGIA ATOMICA E L'AGENZIA INTERNAZIONALE DELL'ENERGIA ATOMICA IN ESECUZIONE DELL'ARTICOLO III, PARAGRAFI 1 E 4 DEL TRATTATO DI NON PROLIFERAZIONE DELLE ARMI NUCLEARI

Considerando che il Regno del Belgio, il Regno di Danimarca, la Repubblica Federale di Germania, l'Irlanda, la Repubblica italiana, il Granducato del Lussemburgo e il Regno dei Paesi Bassi, qui di seguito denominati « gli Stati », sono firmatari del Trattato di non proliferazione delle armi nucleari, qui di seguito denominato « il Trattato », che è stato aperto alla firma a Londra, Mosca e Washington il 1° luglio 1968 ed è entrato in vigore il 5 marzo 1970;

Ricordando che in virtù dell'articolo IV, paragrafo 1 del Trattato nulla del Trattato dovrà essere interpretato nel senso di pregiudicare il diritto inalienabile di tutte le Parti contraenti di sviluppare la ricerca, la produzione e l'uso dell'energia nucleare per scopi pacifici senza discriminazioni e in conformità degli articoli I e II del Trattato;

Ricordando che in conformità dell'articolo IV, paragrafo 2 del Trattato tutte le Parti si impegnano a facilitare ed hanno il diritto di partecipare al più completo scambio possibile di equipaggiamenti, materiali e informazioni scientifiche e tecniche per gli usi pacifici dell'energia nucleare;

Ricordando d'altronde che, conformemente a quanto disposto dallo stesso paragrafo, tutte le Parti che ne hanno la possibilità coopereranno inoltre nel contribuire da sole e con altri Stati od organizzazioni internazionali, all'ulteriore sviluppo delle applicazioni dell'energia nucleare per scopi pacifici, specialmente nei territori dei Paesi non dotati di armi nucleari, Parti del Trattato;

Considerando che l'articolo III, paragrafo 1 del Trattato prevede che ciascuno Stato non militarmente nucleare Parte del Trattato si impegna ad accettare le salvaguardie, quali saranno fissate in un accordo da negoziare e concludere con l'Agenzia Internazionale dell'Energia Atomica, qui di seguito denominata « l'Agenzia », conformemente allo statuto dell'Agenzia, qui di seguito denominato « lo statuto », e al sistema di salvaguardia dell'Agenzia, al solo fine dell'accertamento dell'adempimento degli obblighi assunti da detto Stato in base al Trattato, in vista di impedire la distrazione dell'energia nucleare dalle utilizzazioni pacifiche ad armi nucleari o ad altri congegni esplosivi nucleari;

Considerando che l'articolo III, paragrafo 4 prevede che gli Stati non militarmente nucleari Parti del Trattato concluderanno accordi con l'Agenzia al fine di far fronte alle disposizioni di detto articolo sia individualmente sia insieme ad altri Stati in conformità con lo statuto;

Considerando che gli Stati sono membri della Comunità Europea dell'Energia Atomica (EURATOM), qui di seguito denominata « la Comunità », e hanno trasferito ad Istituzioni comuni alle Comunità Europee poteri normativi, esecutivi e giurisdizionali che tali Istituzioni eser-

citano per diritto proprio nei settori di loro competenza e che possono produrre effetti diretti nell'ordinamento giuridico interno degli Stati membri;

Considerando che, in questo quadro istituzionale, la Comunità ha fra l'altro il compito di assicurare, mediante adeguati controlli, che le materie nucleari non siano distolte per scopi diversi da quelli originari; che dal momento dell'entrata in vigore del Trattato nei territori degli Stati, la Comunità dovrà pertanto accertarsi, mediante il controllo istituito dal Trattato EURATOM, che le materie grezze e le materie fissili speciali in tutte le attività nucleari pacifiche esercitate nei territori degli Stati non siano distolte verso armi nucleari o altri congegni esplosivi nucleari;

Considerando che questi controlli comprendono in particolare la dichiarazione alla Comunità delle caratteristiche tecniche fondamentali degli impianti nucleari, la tenuta e la presentazione delle scritture contabili relative alle operazioni, in modo da rendere possibile tenere la contabilità delle materie nucleari per la Comunità nel suo complesso, ispezioni da parte di agenti della Comunità, e un sistema di sanzioni;

Considerando che la Comunità ha il compito di stabilire con gli altri paesi e con le organizzazioni internazionali relazioni atte a promuovere il progresso nell'impiego dell'energia nucleare per scopi pacifici e che essa è espressamente abilitata ad assumere impegni particolari in materia di controlli d'intesa con uno Stato terzo oppure un'organizzazione internazionale;

Considerando che il sistema internazionale di salvaguardia dell'Agenzia di cui al Trattato comprende in particolare disposizioni per la comunicazione all'Agenzia dei dati di progetto, la tenuta di registri, la presentazione all'Agenzia di rapporti su tutte le materie nucleari soggette alle salvaguardie, ispezioni effettuate da ispettori dell'Agenzia, prescrizioni per l'istituzione e la tenuta di un sistema di contabilità e di controllo delle materie nucleari da parte di uno Stato e provvedimenti relativi alla verifica della non distrazione di tali materie;

Considerando che l'Agenzia, alla luce delle sue responsabilità statutarie e delle sue relazioni con l'Assemblea Generale e il Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite, ha la responsabilità di dare alla comunità internazionale ogni affidamento sull'applicazione di efficaci salvaguardie in base al Trattato;

Prendendo Atto che gli Stati che erano membri della Comunità al momento della firma del Trattato hanno reso noto a quest'occasione, che le salvaguardie previste dall'articolo III, paragrafo 1 del Trattato dovevano essere enunciate in un accordo di verifica tra la Comunità, gli Stati e l'Agenzia e definite in modo da non pregiudicare i diritti e gli obblighi degli Stati e della Comunità;

Considerando che il Consiglio dei Governatori dell'Agenzia, qui di seguito denominato « il Consiglio », ha approvato una serie completa di disposizioni tipo riguardanti struttura e contenuto degli accordi da concludere tra Agenzia e Stati nel quadro del Trattato, che serviranno di base per negoziare accordi di salvaguardia fra l'Agenzia e gli Stati non dotati di armi nucleari Parti del Trattato;

Considerando che, in virtù dell'articolo III A.5 dello Statuto, l'Agenzia è abilitata ad applicare salvaguardie, a richiesta delle Parti, a qualsiasi accordo bilaterale o multilaterale, oppure, a richiesta di uno Stato, a qualsiasi attività di detto Stato nel campo dell'energia atomica;

Considerando che l'Agenzia, la Comunità e gli Stati desiderano evitare inutili duplicazioni delle attività di salvaguardia,

L'Agenzia, la Comunità e gli Stati hanno convenuto quanto segue:

PARTE I

IMPEGNO FONDAMENTALE

Articolo 1

Gli Stati si impegnano, conformemente all'articolo III, paragrafo 1 del Trattato, ad accettare, ai sensi del presente Accordo, salvaguardie su tutte le materie grezze e le materie fissili speciali in tutte le attività nucleari pacifiche nei loro territori, sotto la loro giurisdizione o svolte in qualsiasi altro luogo sotto il loro controllo, al fine esclusivo di verificare che dette materie non siano distolte verso armi nucleari o altri congegni esplosivi nucleari.

APPLICAZIONE DELLE SALVAGUARDIE

Articolo 2

L'Agenzia avrà il diritto e l'obbligo di assicurare che, ai sensi del presente Accordo salvaguardie siano applicate su tutte le materie grezze e le materie fissili speciali in tutte le attività nucleari pacifiche nei territori degli Stati, sotto la loro giurisdizione o svolte in qualsiasi altro luogo sotto il loro controllo, al fine esclusivo di verificare che dette materie non siano distolte verso armi nucleari o altri congegni esplosivi nucleari.

Articolo 3

a) La Comunità si impegna, nell'applicazione delle sue salvaguardie alle materie grezze e alle materie fissili speciali in tutte le attività nucleari pacifiche nei territori degli Stati, a cooperare con l'Agenzia, ai sensi del presente Accordo, al fine di accertare che dette materie grezze e materie fissili speciali non siano distolte verso armi nucleari o altri congegni esplosivi nucleari.

b) Nell'accertare che non vi è stata distrazione di materie nucleari dagli impieghi pacifici ad armi nucleari o altri congegni esplosivi nucleari, l'Agenzia applicherà le sue salvaguardie, ai sensi del presente Accordo, in modo tale da metterla in condizione di verificare i risultati del sistema di salvaguardie della Comunità. La verifica dell'Agenzia comprenderà, fra l'altro, misure e osservazioni indipendenti eseguite dall'Agenzia in conformità delle procedure specificate nel presente Accordo. Nella sua verifica, l'Agenzia terrà debito conto dell'efficacia del sistema di salvaguardia della Comunità conformemente alle disposizioni del presente Accordo.

COOPERAZIONE FRA L'AGENZIA, LA COMUNITÀ E GLI STATI

Articolo 4

L'Agenzia, la Comunità e gli Stati coopereranno, ciascuno per la parte che lo riguarda, per agevolare l'applicazione delle salvaguardie previste dal presente Accordo ed eviteranno inutili duplicazioni delle attività di salvaguardia.

ATTUAZIONE DELLE SALVAGUARDIE

Articolo 5

Le salvaguardie di cui al presente Accordo saranno attuate in modo tale da:

a) evitare di intralciare lo sviluppo economico e tecnologico nella Comunità o la cooperazione internazionale nel settore delle attività nucleari pacifiche, compreso lo scambio internazionale di materie nucleari;

b) evitare indebite interferenze nelle attività nucleari pacifiche nella Comunità, e in particolar modo nell'esercizio degli impianti;

c) essere compatibili con la sana gestione richiesta da una sicura ed economica conduzione delle attività nucleari.

Articolo 6

a) L'Agenzia prenderà ogni precauzione per proteggere i segreti commerciali e industriali e le altre informazioni riservate che vengono a sua conoscenza durante l'attuazione del presente Accordo.

b) i) L'Agenzia non pubblicherà né comunicherà ad alcuno Stato, né organizzazione o persona, le informazioni da essa ottenute in relazione con la situazione del presente Accordo, salvo per le informazioni specifiche riguardanti l'attuazione del presente Accordo che potranno essere fornite al Consiglio e a quel personale dell'Agenzia che necessiti di tali conoscenze per svolgere i suoi compiti ufficiali relativi alle salvaguardie, e soltanto nella misura necessaria per dar modo all'Agenzia di assolvere le sue responsabilità nell'attuazione del presente Accordo.

ii) Con decisione del Consiglio, se gli Stati direttamente interessati o la Comunità vi consentiranno ciascuno per la parte che lo riguarda, potranno essere pubblicate informazioni sintetiche sulle materie nucleari soggette alle salvaguardie previste dal presente Accordo.

Articolo 7

a) Nell'applicazione delle salvaguardie previste dal presente Accordo, si dovrà tenere pienamente conto del progresso tecnologico nel settore delle salvaguardie e ci si dovrà adoperare in tutti i modi per assicurare un rapporto ottimale tra costo ed efficacia e l'applicazione del principio di salvaguardare efficacemente il flusso delle materie nucleari soggette alle salvaguardie previste dal presente Accordo con l'uso di strumenti ed altre tecniche in determinati punti strategici nella misura in cui la tecnologia presente o futura lo consenta.

b) Al fine di garantire un rapporto ottimale tra costo ed efficacia, si dovrà fare uso ad esempio di mezzi come:

i) il contenimento, in modo da determinare le aree di bilancio materie per scopi contabili;

ii) tecniche statistiche e campionamenti aleatori per valutare il flusso delle materie nucleari;

iii) la concentrazione delle attività di verifica in quelle fasi del ciclo di combustibile nucleare in cui sono prodotte, trattate usate o immagazzinate materie nucleari dalle quali è possibile produrre senza difficoltà armi nucleari o altri congegni esplosivi nucleari e la riduzione al minimo delle attività di verifica relative ad altre materie nucleari, a condizione che ciò non sia d'intralcio all'attuazione del presente Accordo.

INFORMAZIONI DA FORNIRE ALL'AGENZIA

Articolo 8

a) Al fine di garantire l'effettiva applicazione delle salvaguardie previste dal presente Accordo, la Comunità, conformemente alle disposizioni contenute nel presente Accordo, fornirà all'Agenzia informazioni riguardanti le materie nucleari soggette a tali salvaguardie e quelle caratteristiche degli impianti che hanno rilevanza per la salvaguardia di tali materie.

b) i) L'Agenzia richiederà soltanto le informazioni strettamente necessarie all'adempimento delle sue responsabilità ai sensi del presente Accordo.

ii) Le informazioni riguardanti gli impianti saranno limitate al minimo necessario per salvaguardare le materie nucleari soggette alle salvaguardie ai sensi del presente Accordo.

c) Se la Comunità lo richiederà, l'Agenzia sarà disposta ad esaminare in locali della Comunità le informazioni descrittive che la Comunità considera di carattere particolarmente delicato. Non sarà necessario che tali dati siano trasmessi materialmente all'Agenzia, purché essi siano conservati in locali della Comunità, in modo che l'Agenzia possa esaminarli nuovamente senza difficoltà.

ISPETTORI DELL'AGENZIA

Articolo 9

a) i) L'Agenzia dovrà ottenere il consenso della Comunità e degli Stati per la designazione degli ispettori dell'Agenzia per gli Stati.

ii) Se la Comunità, all'atto della proposta di una designazione o in qualsiasi altro momento a designazione avvenuta, dovesse opporsi a tale designazione, l'Agenzia proporrà alla Comunità e agli Stati una designazione alternativa o più designazioni.

iii) Qualora, in conseguenza del ripetuto rifiuto della Comunità di accettare la designazione di ispettori dell'Agenzia, le ispezioni da compiere ai sensi del presente Accordo fossero ostacolate, il Consiglio, informato dal Direttore Generale dell'Agenzia, qui di seguito denominato « il Direttore Generale », in merito a tale rifiuto esaminerà il caso al fine di adottare gli opportuni provvedimenti.

b) La Comunità e gli Stati interessati adotteranno i provvedimenti necessari per assicurare che gli ispettori dell'Agenzia possano effettivamente disimpegnare le loro funzioni ai sensi del presente Accordo.

Le visite e le attività degli ispettori dell'Agenzia saranno predisposte in modo da:

i) ridurre al minimo le turbative e gli inconvenienti che potrebbero derivarne alla Comunità e agli Stati e alle attività nucleari oggetto dell'ispezione;

ii) assicurare la tutela dei segreti industriali o di qualsiasi altra informazione riservata che venga a conoscenza degli ispettori dell'Agenzia.

Privilegi e immunità

Articolo 10

Ciascuno Stato applicherà nei riguardi dell'Agenzia, compresi i suoi beni, fondi e averi, nonché dei suoi ispettori e altri funzionari, che disimpegnino le funzioni di cui al presente Accordo, le pertinenti disposizioni dell'Accordo sui privilegi e le immunità dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica.

Consumo o diluizione di materie nucleari

Articolo 11

Le salvaguardie previste dal presente Accordo cesseranno di applicarsi alle materie nucleari allorché la Comunità e l'Agenzia avranno determinato che le materie sono state consumate, oppure diluite in misura tale da non essere più utilizzabili per alcuna attività nucleare che abbia rilevanza dal punto di vista delle salvaguardie, oppure siano divenute praticamente irrecuperabili.

Trasferimento di materie nucleari all'esterno dei territori degli Stati

Articolo 12

La Comunità notificherà all'Agenzia i trasferimenti di materie nucleari soggette alle salvaguardie previste dal presente Accordo all'esterno dei territori degli Stati, conformemente alle disposizioni del presente Accordo. Le salvaguardie previste dal presente Accordo cesseranno di applicarsi alle materie nucleari quando lo Stato destinatario ne avrà assunto la responsabilità, in base a quanto disposto dal presente Accordo. L'Agenzia terrà documenti nei quali figuri ciascun trasferimento e, se del caso, la riapplicazione delle salvaguardie alle materie nucleari trasferite.

Disposizioni relative alle materie nucleari destinate ad essere usate in attività non nucleari

Articolo 13

Qualora materie nucleari soggette alle salvaguardie previste dal presente Accordo dovessero essere usate in attività non nucleari, come ad esempio la produzione di leghe o ceramiche, la Comunità, prima che le materie vengano utilizzate in questo modo, concorderà con l'Agenzia le circostanze in base alle quali le salvaguardie applicabili a tali materie ai sensi del presente Accordo potranno essere fatte cessare.

Non applicazione delle salvaguardie a materie nucleari destinate ad essere usate in attività non pacifiche

Articolo 14

Qualora uno Stato intenda esercitare la sua facoltà di usare materie nucleari soggette alle salvaguardie previste dal presente Accordo in un'attività nucleare che non richieda l'applicazione di tali salvaguardie, si applicheranno le seguenti procedure:

a) La Comunità e lo Stato indicheranno all'Agenzia l'attività di cui trattasi e lo Stato preciserà:

i) che l'uso delle materie nucleari in un'attività militare non interdetta non sarà in contrasto con un eventuale impegno dello Stato che comporti l'applicazione di salvaguardie dell'Agenzia e preveda che le materie saranno usate soltanto in un'attività nucleare pacifica;

ii) che durante il periodo di non applicazione delle salvaguardie previste dal presente accordo le materie nucleari non saranno usate per la produzione di armi nucleari o di altri congegni esplosivi nucleari.

b) L'Agenzia e la Comunità addiverranno ad intese in base alle quali, limitatamente al tempo in cui le materie nucleari saranno usate in tale attività, non si applicheranno le salvaguardie previste dal presente accordo. Tali intese identificheranno, nella misura del possibile, il periodo o le circostanze durante i quali dette salvaguardie non troveranno applicazione. In tutti i casi, le salvaguardie previste dal presente Accordo troveranno nuovamente applicazione non appena le materie nucleari saranno reimpiegate in un'attività nucleare pacifica. L'Agenzia sarà tenuta informata del quantitativo totale e della composizione di dette materie esistenti nel territorio dello o degli Stati e di qualsiasi trasferimento di dette materie fuori dal territorio dello o degli Stati

c) Ogni intesa sarà presa con l'accordo dell'Agenzia. Tale accordo sarà dato il più sollecitamente possibile e avrà per oggetto soltanto questioni come, fra l'altro, le disposizioni relative ai termini e alle procedure o ai rapporti da elaborare, ma non implicherà alcuna approvazione dell'attività militare, né la conoscenza di segreti militari relativi a tale attività, né si riferirà all'uso in essa fatto dalle materie nucleari.

Questioni finanziarie

Articolo 15

L'Agenzia, la Comunità e gli Stati assumeranno a proprio carico le spese sostenute da ciascuno di essi nell'adempimento delle rispettive responsabilità ai sensi del presente Accordo. Tuttavia, se la Comunità, gli Stati o persone sotto la loro giurisdizione sosterranno spese straordinarie a seguito di una richiesta specifica dell'Agenzia, l'Agenzia rimborserà tali spese sempre che vi abbia dato il suo accordo in anticipo. In ogni caso, l'Agenzia sopporterà il costo di qualsiasi operazione di misura o di campionamento supplementare eventualmente richiesta dagli ispettori dell'Agenzia.

Responsabilità verso terzi per danni nucleari

Articolo 16

La Comunità e gli Stati garantiranno che ogni protezione contro la responsabilità verso terzi per danni nucleari, compresa qualsiasi assicurazione o altra copertura finanziaria, prevista dalle loro disposizioni legislative e regolamentari, si applichi all'Agenzia e ai suoi funzionari ai fini dell'attuazione del presente Accordo nella stessa misura in cui tale protezione si applica ai cittadini degli Stati.

Responsabilità internazionale

Articolo 17

Qualsiasi richiesta di risarcimento da parte della Comunità o di uno Stato nei confronti dell'Agenzia o da parte dell'Agenzia nei confronti della Comunità o di uno Stato per qualsiasi danno derivante dall'applicazione delle salvaguardie previste dal presente Accordo, esclusi i danni derivanti da un incidente nucleare, sarà regolata in conformità al diritto internazionale.

Provvedimenti relativi alla verifica della non avvenuta distrazione

Articolo 18

Qualora il Consiglio, in base ad una relazione del Direttore Generale, decida che un provvedimento della Comunità o di uno Stato, ciascuno per la parte che lo riguarda, è essenziale ed urgente per poter verificare che le materie nucleari soggette alle salvaguardie previste dal presente Accordo non sono state distolte verso armi nucleari o altri congegni esplosivi nucleari, potrà invitare la Comunità o quello Stato ad adottare senza indugi il provvedimento del caso, a prescindere dalle procedure eventualmente avviate per il componimento della controversia a norma dell'articolo 22.

Articolo 19

Qualora il Consiglio, una volta esaminate le informazioni del caso riferitegli dal Direttore Generale, costati che l'Agenzia non è in grado di verificare che non vi sia stata distrazione di materie nucleari che devono essere sottoposte alle salvaguardie previste dal presente Accordo verso armi nucleari o altri congegni esplosivi nucleari, esso potrà predisporre le comunicazioni previste dall'articolo XII, paragrafo *C* dello statuto e potrà anche adottare, in quanto applicabili, gli altri provvedimenti contemplati in detto paragrafo. Nel far ciò, il Consiglio terrà conto del grado di sicurezza offerto dalle misure di salvaguardia che sono state applicate ed offrirà alla Comunità o allo Stato, ciascuno per la parte che lo riguarda, ogni ragionevole occasione di fornirgli tutte le necessarie rassicurazioni.

INTERPRETAZIONE ED ESECUZIONE DELL'ACCORDO E COMPONIMENTO DELLE CONTROVERSIE

Articolo 20

A richiesta dell'Agenzia, della Comunità o di uno Stato, avranno luogo consultazioni su qualsiasi questione che possa sorgere in merito all'interpretazione o all'esecuzione del presente Accordo.

Articolo 21

La Comunità e gli Stati avranno il diritto di richiedere che qualsiasi questione sull'interpretazione o sull'esecuzione del presente Accordo sia esaminata dal Consiglio. Il Consiglio inviterà la Comunità e lo Stato interessato a partecipare all'esame di ogni siffatta questione.

Articolo 22

Ogni controversia sull'interpretazione o sull'esecuzione del presente Accordo, salvo controversia relativa a una costatazione fatta dal Consiglio in base all'articolo 19 o a un provvedimento preso dal Consiglio in conseguenza di tale costatazione, che non sia composta mediante negoziato o altra procedura approvata dall'Agenzia, dalla Comunità e dagli Stati sarà, a richiesta di uno qualsiasi di essi, rinviata ad un tribunale arbitrale composto di cinque arbitri. La Comunità e gli Stati designeranno due arbitri, l'Agenzia designerà del pari due arbitri, e i quattro arbitri in tal modo designati ne eleggeranno un quinto, che sarà presidente del tribunale. Se, entro trenta giorni dalla richiesta di arbitrato, la Comunità e gli Stati, o l'Agenzia, non avranno designato ciascuno due arbitri, la Comunità o l'Agenzia potranno richiedere al Presidente della Corte Internazionale di Giustizia di nominare detti arbitri. La stessa procedura sarà seguita se, entro trenta giorni dalla designazione o dalla nomina del quarto arbitro, non sarà stato eletto il quinto arbitro. Il *Quorum* sarà costituito dalla maggioranza dei membri del tribunale arbitrale e per tutte le decisioni sarà necessario il parere concordante di almeno tre arbitri. La procedura arbitrale sarà fissata dal tribunale. Le decisioni del tribunale saranno vincolanti per l'Agenzia, la Comunità e gli Stati interessati.

ADESIONE

Articolo 23

a) Il presente Accordo entrerà in vigore nei confronti degli Stati non dotati di armi nucleari Parti del Trattato, che divengano membri della Comunità, all'atto della:

i) notifica all'Agenzia da parte dello Stato interessato che sono state perfezionate le procedure interne relative all'entrata in vigore del presente Accordo;

ii) notifica all'Agenzia da parte della Comunità che essa è in condizione di applicare le sue salvaguardie nei confronti di quello Stato agli effetti del presente Accordo.

b) Qualora lo Stato interessato avesse concluso con l'Agenzia altri accordi per l'applicazione delle salvaguardie dell'Agenzie, l'applicazione delle salvaguardie dell'Agenzia ai sensi di detti accordi resterà sospesa dall'entrata in vigore del presente Accordo nei confronti di detto Stato, per il periodo di validità del presente Accordo, sempreché, tuttavia, lo Stato continui ad assolvere l'impegno assunto in quegli accordi di non utilizzare alcuno degli articoli in essi contemplati in modo da favorire scopi militari.

Emendamento dell'accordo

Articolo 24

a) L'Agenzia, la Comunità e gli Stati si consulteranno, a richiesta di ognuno di essi, in merito agli emendamenti del presente Accordo.

b) Tutti gli emendamenti richiederanno l'accordo dell'Agenzia, della Comunità e degli Stati.

c) Il Direttore Generale informerà tempestivamente tutti gli Stati membri dell'Agenzia di ogni emendamento relativo al presente Accordo.

Entrata in vigore e durata

Articolo 25

a) Il presente Accordo entrerà in vigore alla data alla quale l'Agenzia riceverà dalla Comunità e dagli Stati comunicazione scritta che sono state perfezionate le procedure interne relative all'entrata in vigore. Il Direttore Generale informerà tempestivamente tutti gli Stati Membri dell'Agenzia dell'entrata in vigore del presente Accordo.

b) Il presente Accordo resterà in vigore fino a quando gli Stati saranno Parti del Trattato.

Protocollo

Articolo 26

Il Protocollo allegato al presente Accordo ne costituisce parte integrante. Il termine « Accordo » nel senso usato nel presente strumento significa congiuntamente l'Accordo e il Protocollo.

Parte II

Introduzione

Articolo 27

Questa parte dell'Accordo ha lo scopo di precisare, per quanto necessario, le procedure da seguire per l'applicazione delle disposizioni di salvaguardia di cui alla Parte I.

Obiettivo delle salvaguardie

Articolo 28

L'obiettivo delle salvaguardie di cui al presente Accordo consiste nell'individuare tempestivamente la distrazione di quantità significative di materie nucleari dalle attività nucleari pacifiche alla fabbricazione di armi nucleari o di altri congegni esplosivi nucleari o per scopi sconosciuti, e nello scoraggiare tale distrazione mediante il rischio che essa sia prontamente scoperta.

Articolo 29

Al fine di conseguire l'obiettivo fissato nell'articolo 28, la contabilità delle materie costituirà un provvedimento di salvaguardia di importanza fondamentale, e il contenimento e la sorveglianza importanti provvedimenti complementari.

Articolo 30

La conclusione tecnica delle attività di verifica dell'Agenzia sarà costituita da una dichiarazione, dalla quale risulti, per ogni area di bilancio materie, la quantità delle materie non contabilizzata in un determinato periodo e nella quale siano specificati i limiti di precisione delle quantità indicate.

Sistema di salvaguardia della Comunità

Articolo 31

In base all'articolo 3, l'Agenzia, nell'espletamento delle sue attività di verifica, si avvarrà nel modo più ampio del sistema di salvaguardie della Comunità.

Articolo 32

Il sistema di contabilità e di controllo delle materie nucleari della Comunità ai termini del presente Accordo sarà basato su una struttura di aree di bilancio materie. La Comunità, nell'applicare le sue salvaguardie, si avvarrà e, per quanto necessario, adotterà, secondo i casi e secondo quanto specificato negli accordi sussidiari, provvedimenti del tipo seguente:

a) un sistema di misure per determinare le quantità di materie nucleari ricevute, prodotte, spedite, perdute o in altro modo tolte dall'inventario, e le quantità esistenti in inventario;

b) la valutazione della precisione e dell'accuratezza delle misure e la stima dell'incertezza di misura;

c) procedure per identificare, esaminare e valutare le differenze nelle misure mittente/destinatario;

d) procedure per effettuare un inventario fisico;

e) procedure per valutare l'accumularsi dell'inventario non misurato e delle perdite non misurate;

f) un sistema di documenti contabili e di rapporti che indichi, per ogni area di bilancio materie, l'inventario delle materie nucleari e le variazioni intervenute in tale inventario, comprese le entrate nell'area di bilancio materie e le uscite al di fuori di essa;

g) disposizioni dirette ad assicurare che le procedure ed i metodi contabili siano eseguiti correttamente;

h) procedure per l'inoltro di rapporti all'Agenzia a norma degli articoli da 59 a 65, 67, 68 e 69.

Articolo 33

Le salvaguardie previste dal presente Accordo non si applicheranno alle materie durante le operazioni di estrazione o di trattamento dei minerali.

Articolo 34

a) Quando materie contenenti uranio o torio che non hanno raggiunto la fase del ciclo di combustibile nucleare descritta al paragrafo *c*) saranno esportate direttamente o indirettamente nel territorio di uno Stato non dotato di armi nucleari che non sia parte del presente Accordo, la Comunità informerà l'Agenzia della loro quantità, composizione e destinazione, a meno che esse siano esportate per scopi specificamente non nucleari.

b) Quando materie contenenti uranio o torio che non hanno raggiunto la fase del ciclo di combustibile nucleare descritta al paragrafo *c*) saranno importate nei territori degli Stati, la Comunità informerà l'Agenzia della quantità e composizione di dette materie, a meno che esse siano importate per scopi specificamente non nucleari.

c) Quando materie nucleari di composizione e purezza adatte alla fabbricazione di combustibile o all'arricchimento isotopico lasceranno l'impianto o la fase di trattamento nella quale sono state prodotte, oppure quando tali materie nucleari, o qualsiasi altra materia nucleare prodotta in una fase ulteriore del ciclo di combustibile nucleare, saranno importate nei territori degli Stati, le materie nucleari saranno assoggettate alle altre procedure di salvaguardia specificate nel presente Accordo.

CESSAZIONE DELLE SALVAGUARDIE

Articolo 35

a) Le salvaguardie previste dal presente Accordo cesseranno di applicarsi alle materie nucleari, alle condizioni specificate nell'articolo 11. Qualora le condizioni di detto articolo non fossero soddisfatte, ma la Comunità ritenesse che il ricupero dai residui delle materie nucleari soggette alle salvaguardie previste dal presente Accordo non fosse per il momento materialmente eseguibile o opportuno, l'Agenzia e la Comunità si consulteranno in merito agli idonei provvedimenti di salvaguardia da adottarsi.

b) Le salvaguardie previste dal presente Accordo cesseranno di applicarsi alle materie nucleari, alle condizioni specificate nell'articolo 13, sempreché l'Agenzia e la Comunità convengano che il ricupero di tali materie nucleari è praticamente impossibile.

ESENZIONI DALLE SALVAGUARDIE

Articolo 36

A richiesta della Comunità, l'Agenzia esenterà le seguenti materie nucleari dall'applicazione delle salvaguardie previste dal presente Accordo:

a) le materie fissili speciali usate in quantità dell'ordine del grammo o meno, quali elementi sensibili negli strumenti;

b) le materie nucleari usate in attività non nucleari conformemente all'articolo 13, qualora siano ricuperabili;

c) il plutonio avente un tenore isotopico di plutonio - 238 superiore all'80 per cento.

Articolo 37

A richiesta della Comunità, l'Agenzia esenterà dalle salvaguardie previste dal presente Accordo le materie nucleari che altrimenti sarebbero soggette a tali salvaguardie, a condizione che la quantità totale di materie nucleari che è stata esentata nei territori degli Stati a norma del presente articolo non superi in alcun momento:

a) un chilogrammo in totale di materie fissili speciali, che possono consistere di uno o più dei seguenti prodotti:

i) plutonio;

ii) uranio con un arricchimento uguale o superiore a 0,2 (20 per cento), calcolato moltiplicando il suo peso per il suo arricchimento;

iii) uranio con un arricchimento inferiore a 0,2 (20 per cento) e superiore a quello dell'uranio naturale, calcolato moltiplicando il suo peso per cinque volte il quadrato del suo arricchimento;

b) dieci tonnellate metriche in totale di uranio naturale e uranio impoverito con un arricchimento superiore a 0,005 (0,5 per cento);

c) venti tonnellate metriche di uranio impoverito con un arricchimento uguale o inferiore a 0,005 (0,5 per cento);

d) venti tonnellate metriche di torio;

oppure quei quantitativi maggiori che potranno essere specificati dal Consiglio per applicazione uniforme.

Articolo 38

Se le materie nucleari esentate dovranno essere trattate o immagazzinate insieme con materie nucleari soggette alle salvaguardie previste dal presente Accordo, saranno prese disposizioni per riapplicare ad esse tali salvaguardie.

Accordi sussidiari

Articolo 39

La Comunità concluderà con l'Agenzia Accordi Sussidiari che specificheranno in dettaglio, nella misura necessaria per consentire all'Agenzia di adempiere le sue responsabilità di cui al presente Accordo in modo concreto ed efficiente, come applicare le procedure fissate dal presente Accordo.

Gli Accordi Sussidiari potranno essere ampliati o modificati mediante accordo fra l'Agenzia e la Comunità, senza emendare il presente Accordo.

Articolo 40

Gli Accordi Sussidiari entreranno in vigore contemporaneamente all'entrata in vigore del presente Accordo; o al più presto possibile dopo di essa. L'Agenzia, la Comunità e gli Stati si adopereranno perché essi entrino in vigore entro 90 giorni dall'entrata in vigore del presente Accordo, una proroga di tale termine richiederà l'accordo dell'Agenzia, della Comunità e degli Stati. La Comunità trasmetterà quanto prima all'Agenzia le informazioni necessarie per completare gli Accordi Sussidiari. Con l'entrata in vigore del presente Accordo, l'Agenzia avrà il diritto di applicare le procedure da esso contemplate nei confronti delle materie nucleari elencate nell'inventario previsto dall'articolo 41, anche se gli Accordi Sussidiari non sono ancora entrati in vigore.

Inventario

Articolo 41

Sulla base del rapporto iniziale previsto dall'articolo 62, l'Agenzia approntèrà un inventario unificato di tutte le materie nucleari che si trovano nei territori degli Stati e sono soggette alle salvaguardie previste dal presente Accordo, indipendentemente dalla loro origine, e terrà detto inventario sulla base dei rapporti successivi e dei risultati delle sue attività di verifica. Copie dell'inventario saranno messe a disposizione della Comunità ad intervalli da concordare.

Informazioni descrittive

Disposizioni generali

Articolo 42

Ai sensi dell'articolo 8, le informazioni descrittive riguardanti gli impianti esistenti saranno comunicate all'Agenzia dalla Comunità durante la discussione degli Accordi Sussidiari. Le scadenze per l'inoltro delle informazioni descrittive dei nuovi impianti saranno specificate negli Accordi Sussidiari e tali informazioni saranno comunicate al più presto possibile prima che le materie nucleari siano introdotte in un nuovo impianto.

Articolo 43

Le informazioni descrittive da comunicare all'Agenzia comprenderanno, nei riguardi di ogni impianto, se del caso:

a) l'identificazione dell'impianto, con indicazione del suo carattere generale, dello scopo, della capacità nominale e della ubicazione, nonché del nome e dell'indirizzo, ai fini degli affari correnti;

b) una descrizione dell'impostazione generale dell'impianto con riguardo, entro i limiti del possibile, alla forma, ubicazione e flusso di materie nucleari e allo schema generale degli elementi importanti delle attrezzature che usano, producono o trattano materie nucleari;

c) una descrizione delle caratteristiche dell'impianto per quanto riguarda la contabilità materie, il contenimento e la sorveglianza;

d) una descrizione delle procedure esistenti o proposte presso l'impianto, nonché di quelle proposte per la contabilità e il controllo delle materie nucleari, con particolare riguardo alle aree di bilancio materie determinate dall'esercente, alle misure di flusso e alle procedure per effettuare l'inventario fisico.

Articolo 44

Altre informazioni di interesse per l'applicazione delle salvaguardie previste dal presente Accordo saranno del pari comunicate all'Agenzia per ogni impianto, qualora ciò sia specificato negli accordi sussidiari. La Comunità fornirà all'Agenzia informazioni supplementari sulle procedure sanitarie e di sicurezza che l'Agenzia dovrà osservare ed alle quali gli ispettori dell'Agenzia si dovranno attenere nell'impianto.

Articolo 45

L'Agenzia riceverà dalla Comunità, a scopo di esame, le informazioni descrittive relative ad una modifica che abbia importanza per le salvaguardie previste dal presente Accordo, e sarà informata di qualsiasi cambiamento nelle informazioni ad essa comunicate ai sensi dell'articolo 44, con un anticipo sufficiente per poter adattare, qualora necessario, le procedure di salvaguardia applicabili in base al presente Accordo.

Articolo 46

Scopo dell'esame delle informazioni descrittive

Le informazioni descrittive comunicate all'Agenzia saranno usate per i seguenti scopi:

a) identificare le caratteristiche degli impianti e delle materie nucleari che hanno rilevanza agli effetti dell'applicazione delle salvaguardie alle materie nucleari in modo sufficientemente particolareggiato per agevolare la verifica;

b) determinare le aree di bilancio materie che saranno usate per fini contabili in base al presente Accordo e scegliere quei punti strategici che costituiscono punti-chiave di misurazione e che saranno usati per determinare il flusso e l'inventario delle materie nucleari; nella delimitazione di tali aree di bilancio materie saranno usati tra l'altro i seguenti criteri:

i) la dimensione dell'area di bilancio materie sarà determinata in correlazione con la precisione con la quale il bilancio materie potrà essere stabilito;

ii) per determinare l'area di bilancio materie si ricorrerà ogni qualvolta possibile al contenimento e alla sorveglianza quali mezzi per assicurare la completezza delle misurazioni del flusso, semplificando in tal modo l'applicazione delle salvaguardie e concentrando le operazioni di misurazione nei punti-chiave di misurazione;

iii) a richiesta della Comunità o dello Stato interessato, potrà essere costituita una speciale area di bilancio materie intorno ad una fase di processo che comporti informazioni commercialmente delicate;

c) fissare la frequenza nominale e le procedure per l'effettuazione dell'inventario fisico delle materie nucleari a fini contabili in base al presente Accordo;

d) fissare le prescrizioni relative ai documenti contabili ed ai rapporti e le procedure di valutazione dei documenti contabili;

e) fissare le prescrizioni e le procedure relative alla verifica della quantità e dell'ubicazione delle materie nucleari;

f) scegliere le opportune combinazioni di metodi e tecniche di contenimento e di sorveglianza oltre ai punti strategici nei quali esse saranno applicate.

I risultati dell'esame delle informazioni descrittive, concordati dall'Agenzia e dalla Comunità, saranno inclusi negli Accordi Sussidiari.

Articolo 47

Riesame delle informazioni descrittive

Le informazioni descrittive saranno riesaminate alla luce dei mutamenti intervenuti nelle condizioni di esercizio, degli sviluppi della tecnologia delle salvaguardie o dell'esperienza acquisita nell'applicazione delle procedure di verifica, allo scopo di modificare i provvedimenti presi ai sensi dell'articolo 46.

Articolo 48

Verifica delle informazioni descrittive

L'Agenzia, in cooperazione con la Comunità e lo Stato interessato, potrà inviare ispettori agli impianti per verificare le informazioni descrittive comunicate all'Agenzia a norma degli articoli da 42 a 45 per gli scopi di cui all'articolo 46.

INFORMAZIONI RELATIVE ALLE MATERIE NUCLEARI ALL'ESTERNO DEGLI IMPIANTI

Articolo 49

Quando le materie nucleari sono normalmente da utilizzare all'esterno degli impianti, l'Agenzia riceverà dalla Comunità, secondo i casi, le seguenti informazioni:

a) una descrizione generale dell'uso delle materie nucleari, la loro collocazione, nonchè il nome e l'indirizzo dell'utilizzatore, ai fini degli affari correnti;

b) una descrizione generale delle procedure esistenti o proposte per la contabilità e il controllo delle materie nucleari, come specificato negli Accordi Sussidiari.

L'Agenzia sarà tempestivamente informata dalla Comunità di qualsiasi cambiamento intervenuto nelle informazioni comunicate ai sensi del presente articolo.

Articolo 50

Le informazioni comunicate all'Agenzia a norma dell'articolo 49 potranno essere usate, nella misura in cui esse siano pertinenti, per gli scopi indicati all'articolo 46, paragrafi da *b*) a *f*).

Sistema di documenti contabili

Disposizioni generali

Articolo 51

La Comunità provvederà affinché nei riguardi di ogni area di bilancio materie siano tenuti documenti contabili. I documenti contabili da tenere saranno descritti negli accordi sussidiari.

Articolo 52

La Comunità prenderà le disposizioni per agevolare l'esame dei documenti contabili da parte degli ispettori dell'Agenzia, soprattutto se detti documenti non saranno tenuti in inglese, francese, russo o spagnolo.

Articolo 53

I documenti contabili saranno conservati per almeno cinque anni.

Articolo 54

I documenti contabili comprenderanno, secondo i casi:

a) documenti contabili relativi a tutte le materie nucleari soggette alle salvaguardie previste dal presente Accordo;

b) documenti relativi all'esercizio degli impianti contenenti tali materie nucleari.

Articolo 55

Il sistema di misurazione sul quale si baseranno i documenti contabili usati per la preparazione dei rapporti dovrà essere conforme ai più recenti criteri internazionali oppure sarà qualitativamente equivalente a tali criteri.

Documenti contabili

Articolo 56

I documenti contabili comprenderanno, per ogni area di bilancio materie, le seguenti scritture:

a) ogni variazione di inventario, in modo da permettere in qualsiasi momento una determinazione dell'inventario contabile;

b) tutti i risultati delle misurazioni usati per determinare l'inventario fisico;

c) tutti gli aggiustamenti e le correzioni apportate nei confronti delle variazioni d'inventario, gli inventari contabili e gli inventari fisici.

Articolo 57

Per tutte le variazioni d'inventario e per tutti gli inventari fisici i documenti contabili indicheranno per ogni partita di materie nucleari: l'identificazione delle materie, i dati della partita e i dati fonte. I documenti contabili indicheranno separatamente in ciascuna partita di materia nucleare la quantità di uranio di torio e di plutonio. Per ogni variazione d'inventario, saranno indicate la data delle variazioni e, se del caso, l'area di bilancio materie di origine e l'area di bilancio materie di destinazione o il destinatario.

Articolo 58

Documenti contabili d'esercizio

I documenti contabili d'esercizio indicheranno, secondo i casi, per ogni area di bilancio materie:

a) i dati di esercizio usati per determinare i cambiamenti nelle quantità e nella composizione delle materie nucleari;

b) i dati ottenuti dalla taratura dei serbatoi e degli strumenti e dal campionamento ed analisi, le procedure per controllare la qualità delle misure e le stime indirette di errori casuali e sistematici;

c) la descrizione della sequenza dei provvedimenti adottati per preparare ed effettuare un inventario fisico, in modo da assicurare la sua esattezza e completezza;

d) la descrizione dei provvedimenti presi per determinare la causa e l'entità di ogni perdita accidentale o non misurata che possa prodursi.

SISTEMA DI RAPPORTI

Disposizioni generali

Articolo 59

La Comunità fornirà all'Agenzia i rapporti di cui agli articoli da 60 a 65, 67, 68 e 69 per i materiali nucleari soggetti alle salvaguardie previste dal presente Accordo.

Articolo 60

I rapporti saranno redatti in inglese, francese, russo o spagnolo, salvo diversa disposizione degli Accordi Sussidiari.

Articolo 61

I rapporti si baseranno sui documenti contabili tenuti a norma degli articoli da 51 a 58 e consisteranno, secondo i casi, di rapporti contabili e di rapporti speciali.

Rapporti contabili

Articolo 62

L'Agenzia riceverà dalla Comunità un rapporto iniziale su tutte le materie nucleari soggette alle salvaguardie previste dal presente Accordo. Il rapporto iniziale sarà inoltrato all'Agenzia entro 30 giorni dall'ultimo giorno del mese civile nel quale il presente Accordo entrerà in vigore, e rifletterà la situazione esistente all'ultimo giorno di detto mese.

Articolo 63

La Comunità comunicherà all'Agenzia i seguenti rapporti contabili per ogni area di bilancio materie:

a) rapporti sulle variazioni di inventario nei quali figurino tutti i cambiamenti intervenuti nell'inventario delle materie nucleari. I rapporti saranno inoltrati non appena possibile e comunque entro i termini specificati negli accordi sussidiari;

b) rapporti sul bilancio materie nei quali figuri il bilancio materie basato su un inventario fisico delle materie nucleari effettivamente presenti nell'area di bilancio materie. I rapporti saranno inoltrati non appena possibile e comunque entro i termini specificati negli Accordi Sussidiari.

I rapporti si baseranno sui dati disponibili alla data della loro stesura e, secondo le necessità, potranno essere corretti ad una data successiva.

Articolo 64

I rapporti sulle variazioni di inventario conterranno l'identificazione e i dati della partita per ciascuna partita di materie nucleari, la data della variazione di inventario e, se del caso, l'area di bilancio materie di origine e l'area di bilancio materie di destinazione o il destinatario. Questi rapporti saranno accompagnati da note sommarie destinate a:

a) spiegare le variazioni d'inventario, sulla base dei dati di esercizio contenuti nei documenti contabili di esercizio di cui all'articolo 58, paragrafo *a*);

b) descrivere, secondo quanto specificato negli Accordi Sussidiari, il programma di esercizio previsto, in particolar modo l'esecuzione dell'inventario fisico.

Articolo 65

La Comunità riferirà in merito ad ogni variazione, aggiustamento e correzione di inventario periodicamente in un elenco ricapitolativo oppure separatamente. Le variazioni d'inventario saranno comunicate per partita. Come specificato negli Accordi Sussidiari, le variazioni d'inventario minori delle materie nucleari, come ad esempio i trasferimenti di campioni analitici, potranno essere cumulate in una partita e comunicate come un'unica variazione di inventario.

Articolo 66

L'Agenzia fornirà alla Comunità ad uso delle Parti interessate, per ogni area di bilancio materie, dichiarazioni semestrali relative all'inventario contabile delle materie nucleari sog-

gette alle salvaguardie previste dal presente Accordo, sulla scorta dei rapporti di variazione di inventario relativi al periodo coperto da ciascuna di tali dichiarazioni.

Articolo 67

I rapporti di bilancio materie conterranno le seguenti scritture, salvo diverso accordo fra l'Agenzia e la Comunità:

a) inventario fisico iniziale;
b) variazioni d'inventario (prima aumenti, quindi diminuzioni);
c) inventario contabile finale;
d) differenze mittente/destinatario;
e) inventario contabile finale aggiustato;
f) inventario fisico finale;
g) materie non contabilizzate.

Una dichiarazione dell'inventario fisico, nel quale tutte le partite figurino separatamente e dove per ogni partita sia specificata l'identificazione delle materie e i dati relativi alla partita, sarà allegata a ciascun rapporto di bilancio materie.

Articolo 68

Rapporti speciali

La Comunità compilerà entro il più breve termine rapporti speciali:

a) qualora incidenti o circostanze insoliti inducessero la Comunità a ritenere che vi siano o vi possano essere state perdite di materie nucleari eccedenti i limiti a tal fine specificati negli Accordi Sussidiari;

b) qualora il contenimento fosse inaspettatamente cambiato rispetto a quello specificato negli Accordi Sussidiari in misura da rendere possibile la rimozione non autorizzata di materie nucleari.

Articolo 69

Complementi di informazioni e chiarimenti dei rapporti

Ad eventuale richiesta dell'Agenzia, la Comunità fornirà complementi di informazioni o chiarimenti su qualsiasi rapporto, nella misura in cui ciò sia necessario ai fini delle salvaguardie previste dal presente Accordo.

ISPEZIONI

Articolo 70

Disposizioni generali

L'Agenzia avrà il diritto di effettuare ispezioni conformemente alle disposizioni del presente Accordo.

Scopo delle ispezioni

Articolo 71

L'Agenzia potrà compiere ispezioni *ad hoc* allo scopo di:

a) verificare le informazioni contenute nel rapporto iniziale sulle materie nucleari soggette alle salvaguardie previste dal presente Accordo e identificare e verificare i cambiamenti intervenuti nella situazione fra la data del rapporto iniziale e la data dell'entrata in vigore degli Accordi Sussidiari nei confronti di un determinto impianto;

b) identificare e, se possibile, verificare la quantità e la composizione delle materie nucleari soggette alle salvaguardie previste dal presente Accordo conformemente agli articoli 93 e 96, prima del loro trasferimento all'esterno dei territori degli Stati, oppure all'atto del trasferimento nei territori degli Stati, eccettuati i trasferimenti all'interno della Comunità.

Articolo 72

L'Agenzia potrà effettuare ispezioni ordinarie per:

a) verificare che i rapporti siano conformi ai documenti contabili;

b) verificare la collocazione, l'identità, la quantità e la composizione di tutte le materie nucleari soggette alle salvaguardie previste dal presente Accordo;

c) verificare le informazioni sulle possibili cause di materie non contabilizzate, di differenze mittente/destinatario e di incertezze nell'inventario contabile.

Articolo 73

Salvo le procedure specificate all'articolo 77, l'Agenzia potrà compiere ispezioni speciali:

a) per verificare le informazioni contenute nei rapporti speciali;

b) se essa considera che le informazioni comunicate dalla Comunità, compresi i chiarimenti forniti dalla Comunità e le informazioni ottenute dalle ispezioni ordinarie, non sono sufficienti per metterla in grado di adempiere le proprie responsabilità in base al presente Accordo.

Un'ispezione sarà considerata speciale quando è compiuta in aggiunta alle attività ispettive ordinarie previste dal presente Accordo oppure comporta un accesso a informazioni o luoghi più ampio dell'accesso previsto dall'articolo 76 per le ispezioni ordinarie e straordinarie, o per entrambe.

Portata delle ispezioni

Articolo 74

Per gli scopi specificati negli articoli 71, 72 e 73, l'Agenzia potrà:

a) esaminare i documenti contabili a norma degli articoli da 51 a 58;

b) eseguire misure indipendenti di tutte le materie nucleari soggette alle salvaguardie previste dal presente Accordo;

c) verificare il funzionamento e la taratura degli strumenti e degli altri dispositivi di misurazione e di controllo;

d) adottare e fare uso di provvedimenti di sorveglianza e di contenimento;

e) usare altri metodi oggettivi che si sono rivelati tecnicamente applicabili.

Articolo 75

Nell'ambito dell'articolo 74, l'Agenzia dovrà essere messa in condizioni di:

a) sorvegliare che nei punti-chiave di misurazione per la contabilità bilancio materie i campioni siano prelevati secondo procedure che diano come risultato campioni rappresentativi, sorvegliare il trattamento e l'analisi dei campioni e ottenere duplicati di tali campioni;

b) sorvegliare che le misure delle materie nucleari nei punti-chiave di misurazione per la contabilità bilancio materie siano rappresentative e sorvegliare la taratura degli strumenti e dell'attrezzatura impiegata;

c) prendere con la Comunità e, nella misura indispensabile, con lo Stato interessato, disposizioni affinché, se necessario:

i) siano eseguite misure complementari e prelevati ulteriori campioni ad uso dell'Agenzia;

ii) siano analizzati i campioni tarati di analisi dell'Agenzia;

iii) siano usati nella taratura degli strumenti e della restante attrezzatura idonei campioni tarati assoluti;

iv) siano eseguite altre tarature;

d) usare la propria attrezzatura per le misure indipendenti e la sorveglianza e, qualora ciò sia convenuto e specificato negli Accordi Sussidiari, predisporre l'installazione di tali attrezzature;

e) applicare i propri sigilli e altri dispositivi di identificazione e di rivelazione di manomissione ai contenimenti, qualora ciò sia consentito e specificato negli Accordi Sussidiari;

f) prendere con la Comunità o lo Stato interessato disposizioni per la spedizione dei campioni prelevati ad uso dell'Agenzia.

Accesso per le ispezioni

Articolo 76

a) Per gli scopi specificati nell'articolo 71 *a*) e fino al momento in cui i punti strategici non saranno stati specificati negli Accordi Sussidiari, gli ispettori dell'Agenzia avranno accesso a qualsiasi località nei cui riguardi il rapporto iniziale o qualsiasi ispezione compiuta in occasione di esso indichi la presenza di materie nucleari soggette alle salvaguardie previste dal presente Accordo.

Per gli scopi specificati nell'articolo 71 *b*), gli ispettori dell'Agenzia avranno accesso a qualsiasi luogo notificato all'Agenzia a norma degli articoli 92 *d*) iii) e 95 *d*) iii).

c) Per gli scopi specificati nell'articolo 72, gli ispettori avranno accesso soltanto ai punti strategici specificati negli Accordi Sussidiari e ai documenti contabili tenuti conformemente agli articoli da 51 a 58.

d) Qualora la Comunità giunga alla conclusione che qualsiasi circostanza insolita richieda maggiori limitazioni di accesso da parte dell'Agenzia, la Comunità e l'Agenzia prenderanno

quanto prima accordi in modo da dare all'Agenzia la possibilità di adempiere le sue responsabilità di salvaguardia tenuto conto di tali limitazioni. Il Direttore Generale riferirà al Consiglio in merito a ciascuno di tali accordi.

Articolo 77

In circostanze che possono comportare ispezioni speciali per gli scopi specificati nell'articolo 73, la Comunità e l'Agenzia si consulteranno immediatamente. A seguito di tali consultazioni l'Agenzia potrà:

a) compiere ispezioni in aggiunta alle attività ispettive ordinarie previste dal presente Accordo;

b) ottenere, d'intesa con la Comunità, accesso ad informazioni o luoghi in aggiunta a quelli specificati nell'articolo 76. Qualsiasi controversia sarà composta conformemente agli articoli 21 e 22. Se si renderanno essenziali ed urgenti provvedimenti da parte della Comunità o di uno Stato, in quanto una delle due Parti sia individualmente interessata, si applicherà l'articolo 18.

Frequenza e intensità delle ispezioni ordinarie

Articolo 78

Il numero, l'intensità e la durata delle ispezioni ordinarie, da compiere secondo un calendario ottimale, saranno contenuti entro il minimo compatibile con l'effettivo adempimento delle procedure di salvaguardia previste dal presente Accordo e sarà fatto l'uso più razionale e più economico delle risorse disponibili ai fini ispettivi in base al presente Accordo.

Articolo 79

L'Agenzia potrà effettuare un'espezione ordinaria all'anno nei confronti di impianti e di aree di bilancio materie all'esterno degli impianti con un contenuto o una portata annua, secondo quale è il maggiore, di materie nucleari che non superino cinque chilogrammi effettivi.

Articolo 80

Il numero, l'intensità, la durata, il calendario e le modalità delle ispezioni ordinarie riguardanti impianti con un contenuto oppure con una portata annua di materie nucleari superiori a cinque chilogrammi effettivi saranno determinati secondo il criterio che, nel caso massimo o in quello limite, il regime delle ispezioni non sarà più intenso di quello necessario e sufficiente per assicurare una conoscenza continua del flusso e dell'inventario delle materie nucleari; il massimo di attività ispettive ordinarie nei riguardi di tali impianti sarà, determinato nel modo seguente:

a) per i reattori e gli impianti di deposito sigillati, il totale annuo massimo di ispezioni ordinarie sarà determinato assegnando un sesto di anno-uomo di ispezione per ciascuno di tali impianti;

b) per impianti diversi dai reattori e dagli impianti di deposito sigillati, comportanti plutonio o uranio arricchito ad oltre il 5 %, il totale annuo massimo di ispezioni ordinarie sarà determinato assegnando per ciascuno di tali impianti $30 \times \sqrt{E}$ giornate-uomo di ispezione per anno, dove E rappresenta l'inventario o la portata annua di materie nucleari, secondo quale è il maggiore, espresso in chilogrammi effettivi. Tuttavia il massimo fissato per ognuno degli impianti in questione non sarà inferiore a 1,5 anni-uomo di ispezione;

c) per gli impianti non contemplati alla lettera *a*) o *b*), il totale annuo massimo di ispezioni ordinarie sarà determinato assegnando a ciascuno di tali impianti un terzo di anno-uomo di ispezione più $0,4 \times E$ giornate-uomo di ispezione per anno, dove E rappresenta l'inventario o la portata annua delle materie nucleari, secondo quale è maggiore, espressi in chilogrammi effettivi.

Le Parti del presente Accordo potranno convenire di emendare le cifre specificate nel presente articolo per il massimo delle attività ispettive, allorché il Consiglio avrà stabilito che tale emendamento è opportuno.

Articolo 81

Salvo quanto disposto dagli articoli 78, 79 e 80 i criteri da usare per determinare il numero, l'intensità, la durata, il calendario e le modalità effettivi delle ispezioni ordinarie nei confronti di un impianto comprenderanno:

a) *la forma delle materie nucleari*, in particolare se le materie nucleari si trovano alla rinfusa oppure sono contenute in un certo numero di articoli distinti; la loro composizione chimica e, nel caso dell'uranio, se ad alto o basso arricchimento; la loro accessibilità;

b) *l'efficacia delle salvaguardie della Comunità*, compresa la misura nella quale gli esercenti degli impianti sono funzionalmente indipendenti dalle salvaguardie della Comunità; la misura in cui i provvedimenti specificati nell'articolo 32 sono stati attuati dalla Comunità; la speditezza con la quale i rapporti sono stati inoltrati all'Agenzia; la loro concordanza con la verifica indipendente dell'Agenzia; l'entità e la precisione delle materie non contabilizzate, come verificate dall'Agenzia;

c) *le caratteristiche del ciclo di combustibile nucleare nei territori degli Stati*, in particolare il numero e tipi di impianti contenenti materie nucleari soggette alle salvaguardie previste dal presente Accordo; le caratteristiche di tali impianti che hanno importanza per le salvaguardie previste dal presente Accordo, con particolare riguardo al grado di contenimento; la misura in cui la progettazione di tali impianti agevola la verifica del flusso e dell'inventario delle materie nucleari; la misura in cui le informazioni provenienti da differenti aree di bilancio materie possono essere messe in correlazione;

d) *l'interdipendenza internazionale*, in particolare, la misura in cui le materie nucleari sono ricevute da altri Stati o inviate verso di essi a scopo di impiego o trattamento; qualsiasi attività di verifica compiuta dall'Agenzia in tali casi; la misura in cui le attività nucleari esercitate nel territorio di ciascuno Stato sono interdipendenti con quelle esercitate nei territori di altri Stati;

e) *gli sviluppi tecnici nel campo delle salvaguardie*, compreso l'uso di tecniche statistiche e di campionamento aleatorio nella valutazione del flusso delle materie nucleari.

Articolo 82

L'Agenzia e la Comunità si consulteranno se quest'ultima considera che le attività ispettive sono indebitamente concentrate su determinati impianti.

Preavviso di ispezione

Articolo 83

L'Agenzia darà alla Comunità e agli Stati interessati preavviso dell'arrivo degli ispettori dell'Agenzia negli impianti o nelle aree di bilancio materie all'esterno degli impianti, secondo le seguenti modalità:

a) per le ispezioni *ad hoc* di cui all'articolo 71 *b*), con almeno 24 ore di anticipo; per quelle di cui all'articolo 71 *a*) come pure per le attività previste dall'articolo 48, con almeno una settimana;

b) per le ispezioni speciali di cui all'articolo 73, al più presto possibile e dopo che l'Agenzia e la Comunità si saranno consultate secondo le modalità dell'articolo 77, restando inteso che la notifica dell'arrivo normalmente costituirà parte delle consultazioni;

c) per le ispezioni ordinarie di cui all'articolo 72, con almeno 24 ore di anticipo per quanto riguarda gli impianti di cui all'articolo 80 *b*) e gli impianti di deposito sigillati contenenti plutonio o uranio arricchito a più del 5 %, e con una settimana in tutti gli altri casi.

Tale preavviso di ispezione indicherà i nomi degli ispettori dell'Agenzia, gli impianti e le aree di bilancio materie all'esterno degli impianti da visitare, nonché il periodo durante il quale essi saranno visitati. Se gli ispettori dell'Agenzia devono giungere dall'esterno dei territori degli Stati l'Agenzia darà inoltre preavviso della data e del luogo del loro arrivo nei territori degli Stati.

Articolo 84

Nonostante le disposizioni dell'articolo 83, l'Agenzia potrà, come provvedimento supplementare, eseguire senza preavviso una parte delle ispezioni ordinarie previste dall'articolo 80 secondo il principio del campionamento aleatorio. Nell'esecuzione di ogni ispezione senza preavviso, l'Agenzia terrà pienamente conto di qualsiasi programma di esercizio comunicatole in base all'articolo 64 *b*). Inoltre, ogni qualvolta possibile, e sulla base del programma di esercizio, essa informerà periodicamente la Comunità e lo Stato interessato del suo programma generale di ispezioni con e senza preavviso, specificando i periodi generali nei quali sono previste tali ispezioni. Durante l'esecuzione di ogni ispezione senza preavviso, l'Agenzia si adopererà per ridurre al minimo qualsiasi difficoltà di ordine pratico nei riguardi della Comunità, dello Stato interessato e degli esercenti dell'impianto, tenendo presenti le attinenti disposizioni degli articoli 44 e 89.

Analogamente, la Comunità e lo Stato interessato si adopereranno per agevolare il compito degli ispettori dell'Agenzia.

Designazione degli ispettori dell'Agenzia

Articolo 85

Le seguenti procedure si applicheranno per la designazione degli ispettori dell'Agenzia:

a) il Direttore Generale comunicherà per iscritto alla Comunità e agli Stati il nome, le qualifiche, la nazionalità, il grado e gli altri dettagli del caso di ciascun funzionario dell'Agenzia che egli propone per la designazione quale ispettore dell'Agenzia per gli Stati;

b) la Comunità comunicherà al Direttore Generale, entro trenta giorni dalla ricezione di tale proposta, se essa è accettata;

c) il Direttore Generale potrà designare ogni funzionario che sia stato accettato dalla Comunità e dagli Stati come uno degli ispettori dell'Agenzia per gli Stati, e informerà la Comunità e gli Stati di tali designazioni;

d) il Direttore Generale, a richiesta della Comunità oppure di propria iniziativa, informerà immediatamente la Comunità e gli Stati della revoca della designazione di qualsiasi funzionario quale ispettore dell'Agenzia per gli Stati.

Tuttavia, per quanto riguarda gli ispettori dell'Agenzia necessari per le attività previste dall'articolo 48 e per l'esecuzione di ispezioni *ad hoc* a norma dell'articolo 71 *a*), le procedure di designazione saranno completate possibilmente entro trenta giorni dall'entrata in vigore del presente Accordo. Qualora la designazione risultasse impossibile entro detto termine, gli ispettori dell'Agenzia saranno designati per tali compiti a titolo temporaneo.

Articolo 86

Gli Stati concederanno o rinnoveranno il più speditamente possibile i visti necessari per ciascun ispettore dell'Agenzia designato in base all'articolo 85.

Condotta e visite degli ispettori dell'Agenzia

Articolo 87

Gli ispettori dell'Agenzia, nell'esercizio delle loro funzioni ai sensi degli articoli 48, e da 71 a 75, svolgeranno le loro attività in modo da evitare di intralciare o ritardare la costruzione, l'entrata in funzione o l'esercizio degli impianti o di recare pregiudizio alla loro sicurezza. In particolare, gli ispettori dell'Agenzia non faranno funzionare essi stessi alcun impianto né impartiranno al personale di un impianto l'ordine di eseguire alcuna operazione. Se gli ispettori dell'Agenzia riterranno che ai sensi degli articoli 74 e 75 l'esercente dovrebbe procedere a particolari operazioni, essi ne faranno specifica richiesta.

Articolo 88

Qualora gli ispettori dell'Agenzia abbiano necessità di servizi disponibili nel territorio di uno Stato, compreso l'impiego di attrezzature, per l'esecuzione delle ispezioni, lo Stato interessato e la Comunità agevoleranno l'ottenimento di tali servizi e l'impiego di tali attrezzature da parte degli ispettori dell'Agenzia.

Articolo 89

La Comunità e gli Stati interessati avranno il diritto di far accompagnare gli ispettori dell'Agenzia durante le ispezioni rispettivamente da propri ispettori e rappresentanti, sempreché gli ispettori dell'Agenzia non siano per tali motivi ritardati o comunque ostacolati nell'esercizio delle loro funzioni.

DICHIARAZIONE RELATIVA ALLE ATTIVITÀ DI VERIFICA DELL'AGENZIA

Articolo 90

L'Agenzia informerà la Comunità ad uso delle Parti interessate in merito a:

a) i risultati delle sue ispezioni, ad intervalli da specificare negli Accordi Sussidiari;

b) le conclusioni che essa ha tratte dalle sue attività di verifica.

TRASFERIMENTI NEI TERRITORI DEGLI STATI O DAI TERRITORI DEGLI STATI

Articolo 91

Disposizioni generali

Le materie nucleari soggette o che devono essere assoggettate alle salvaguardie previste dal presente Accordo e che sono trasferite nei territori degli Stati o fuori di essi saranno considerate, ai fini del presente Accordo, sotto la responsabilità della Comunità e dello Stato interessato:

a) in caso di trasferimenti nei territori degli Stati, dal momento in cui detta responsabilità cesserà di incombere allo Stato dal cui territorio le materie sono trasferite, e non più tardi del momento nel quale le materie arriveranno a destinazione;

b) nel caso di trasferimenti dai territori degli Stati fino al momento in cui lo Stato destinatario avrà tale responsabilità, e non più tardi del momento nel quale le materie nucleari arriveranno a destinazione.

Il punto nel quale avverrà il trasferimento di responsabilità sarà determinato in base ad opportuni accordi che saranno conclusi fra la Comunità e lo Stato interessato, da un lato, e lo Stato nel cui territorio o dal cui territorio le materie nucleari sono trasferite, dall'altro. Né la Comunità, né uno Stato potranno essere considerati responsabili delle materie nucleari unicamente in conseguenza del fatto che le materie nucleari si trovano in transito sul territorio di uno Stato o al di sopra di detto territorio, oppure che esse vengano trasportate su nave battente bandiera di uno Stato oppure in uno dei suoi aeromobili.

Trasferimenti dai territori degli Stati

Articolo 92

a) La Comunità notificherà all'Agenzia qualsiasi previsto trasferimento dai territori degli Stati di materie nucleari soggette alle salvaguardie previste dal presente Accordo se la spedizione supera un chilogrammo effettivo oppure, per impianti che normalmente trasferiscono quantità significative nel territorio di uno stesso Stato con spedizioni che non superano un chilogrammo effettivo ciascuna, qualora ciò sia specificato negli Accordi Sussidiari.

b) Tale notifica sarà inviata all'Agenzia dopo la conclusione del contratto relativo al trasferimento, nei termini specificati negli Accordi Sussidiari.

c) L'Agenzia e la Comunità potranno concordare procedure diverse per la notifica preventiva.

d) La notifica specificherà:

i) l'identificazione e, se possibile, la quantità prevista e la composizione delle materie nucleari oggetto del trasferimento, e l'area di bilancio materia dalla quale esse provengono;

ii) lo Stato al quale le materie nucleari sono destinate;

iii) le date e i luoghi nei quali le materie nucleari saranno approntate per la spedizione;

iv) le date approssimative dell'invio e dell'arrivo delle materie nucleari;

v) il punto del trasferimento nel quale incomberà allo Stato destinatario la responsabilità delle materie nucleari agli effetti del presente Accordo, e la data probabile alla quale tale punto sarà raggiunto.

Articolo 93

La notifica prevista dall'articolo 92 sarà di natura tale da dare all'Agenzia la possibilità di eseguire, se necessario, un'ispezione *ad hoc* per identificare, e se possibile verificare, la quantità e la composizione delle materie nucleari prima del loro trasferimento dai territori degli Stati, salvo se si tratta di trasferimenti all'interno della Comunità e, qualora l'Agenzia lo desideri o la Comunità lo richieda, di applicare sigilli alle materie nucleari dopo che esse sono state approntate per la spedizione. Tuttavia il trasferimento delle materie nucleari non dovrà essere in alcun modo ritardato da qualsiasi provvedimento che l'Agenzia abbia preso o intenda prendere in base a tale notifica.

Articolo 94

Se le materie nucleari non saranno assoggettate alle salvaguardie dell'Agenzia nel territorio dello Stato di destinazione, la Comunità provvederà affinché, entro tre mesi dal momento in cui lo Stato destinatario accetta la responsabilità delle materie nucleari, l'Agenzia riceva conferma del trasferimento da parte dello Stato di destinazione.

Trasferimenti nei territori degli Stati

Articolo 95

a) La Comunità notificherà all'Agenzia qualsiasi previsto trasferimento nei territori degli Stati di materie nucleari che debbono essere assoggettate alle salvaguardie previste dal presente Accordo se la spedizione supera un chilogrammo effettivo oppure, per impianti verso i quali normalmente sono trasferite quantità significative in provenienza da uno stesso Stato con spedizioni che non superano un chilogrammo effettivo ciascuna, qualora ciò sia specificato negli Accordi Sussidiari.

b) L'Agenzia riceverà notifica del previsto arrivo delle materie nucleari, con il massimo anticipo possibile, ma comunque entro i termini specificati negli Accordi Sussidiari.

c) L'Agenzia e la Comunità potranno concordare procedure diverse per la notifica preventiva.

d) La notifica specificherà:

i) l'identificazione e, se possibile, la quantità prevista e la composizione delle materie nucleari;

ii) il punto del trasferimento nel quale incomberà alla Comunità e allo Stato interessato la responsabilità delle materie nucleari agli effetti del presente Accordo, e la data probabile alla quale tale punto sarà raggiunto;

iii) la data prevista di arrivo, nonché il luogo e la data in cui le materie nucleari saranno disimballate.

Articolo 96

La notifica prevista all'articolo 95 sarà di natura tale da dare all'Agenzia la possibilità di eseguire, se necessario, una ispezione *ad hoc* per identificare, e se possibile verificare, la quantità e la composizione delle materie nucleari trasferite nei territori degli Stati, a meno che non si tratti di trasferimenti all'interno della Comunità, all'atto del disimballaggio della spedizione. Tuttavia il disimballaggio non dovrà essere ritardato da alcun provvedimento che l'Agenzia abbia preso o intenda prendere in base a tale notifica.

Articolo 97

Rapporti speciali

La Comunità compilerà un rapporto speciale come previsto dall'articolo 68 qualora qualsiasi circostanza o incidente eccezionali inducessero la Comunità a ritenere che vi è stata o vi possa essere stata perdita di materie nucleari, compreso il prodursi di un ritardo significativo, durante il trasferimento nei territori degli Stati o fuori di essi.

DEFINIZIONI

Articolo 98

Ai fini del presente Accordo:

1.*A*) Per *Comunità* si intende:

a) la persona giuridica creata dal Trattato che istituisce la Comunità Europea dell'Energia Atomica (EURATOM), Parte del presente Accordo;

b) i territori ai quali si applica il Trattato EURATOM.

B) Per *Stati* si intendono gli Stati non dotati di armi nucleari Membri della Comunità, Parti del presente Accordo.

2.*A*) Per *aggiustamento* si intende una annotazione in un documento contabile o in un rapporto che indichi una differenza fra mittente e destinatario oppure materie non contabilizzate.

B) Per *portata annua* si intende, ai fini degli articoli 79 e 80, la quantità di materie nucleari trasferite annualmente all'esterno di un impianto operante a capacità nominale.

C) Per *partita* si intende un quantitativo di materie nucleari trattato come una unità ai fini della contabilità nei punti-chiave di misurazione e per il quale la composizione e la quantità sono definite da un'unica serie di specificazioni o di misura. Le materie nucleari possono trovarsi alla rinfusa oppure essere contenute in un certo numero di articoli separati.

D) Per *dati riguardanti una partita* s'intendono il peso totale di ciascun elemento di materia nucleare e, per il plutonio e l'uranio, la composizione isotopica, se del caso. Le unità di misura saranno le seguenti:

a) il grammo per il plutonio contenuto;

b) il grammo per il totale di uranio e il totale di uranio-235 e di uranio-233 contenuto nell'uranio arricchito in questi isotopi;

c) il chilogrammo per il torio, l'uranio naturale e l'uranio impoverito contenuti.

Ai fini dei rapporti si addizioneranno i pesi dei singoli componenti di una partita prima di arrotondare all'unità più vicina.

E) Per *inventario contabile* di un'area di bilancio materie s'intende la somma algebrica del più recente inventario fisico di tale area di bilancio materie e di tutte le variazioni di inventario intervenute da quando è stato effettuato detto inventario fisico.

F) Per *correzione* s'intende una scrittura in un documento contabile o in un rapporto allo scopo di rettificare un errore identificato o di dar conto di una misura migliorata di una quantità precedentemente annotata nel documento contabile o nel rapporto. Ogni correzione deve essere fatta in modo da poter individuare la scrittura contabile alla quale si riferisce.

G) Per *chilogrammo effettivo* s'intende una speciale unità usata nelle salvaguardie delle materie nucleari. La quantità in chilogrammi effettivi si ottiene prendendo:

a) per il plutonio, il suo peso in chilogrammi;

b) per l'uranio con un arricchimento uguale o superiore a 0,01 (1 %) il suo peso in chilogrammi moltiplicato per il quadrato del suo arricchimento;

c) per l'uranio con un arricchimento inferiore a 0,01 (1 %) ma superiore a 0,005 (0,5 %), il suo peso in chilogrammi moltiplicato per 0,0001;

d) per l'uranio impoverito con un arricchimento uguale o inferiore a 0,005 (0,5 %), e per il torio, il peso in chilogrammi moltiplicato per 0,00005.

H) Per *arricchimento* s'intende il rapporto del peso combinato degli isotopi uranio-233 e uranio - 235 rispetto a quello dell'uranio totale in questione.

I) Per *impianto* s'intende:

a) un reattore, un impianto critico, un impianto di conversione, un impianto di fabbricazione, un impianto di ritrattamento, un impianto di separazione isotopica o un impianto di deposito separato;

b) qualsiasi luogo dove vengano normalmente utilizzate materie nucleari in quantitativi superiori ad un chilogrammo effettivo.

J) Per *variazione d'inventario* s'intende un aumento o una diminuzione, espressi in partite, delle materie nucleari in un'area di bilancio materie; tale variazione comporterà uno dei seguenti movimenti:

a) aumenti:

i) importazione;

ii) entrate dall'interno: entrate, nei territori degli Stati: da altre aree di bilancio materie; da una attività non salvaguardata (non pacifica); al punto iniziale delle salvaguardie;

iii) produzione nucleare: produzione di materie fissili speciali in un reattore;

iv) rimozione d'esenzione: riapplicazione delle salvaguardie a materie nucleari precedentemente esentate da tali salvaguardie in considerazione del loro uso o della loro quantità.

b) Diminuzioni:

i) spedizioni interne: spedizioni, nei territori degli Stati, verso altre aree di bilancio materie o per una attività non soggetta a salvaguardia (non pacifica);

iii) perdite nucleari: perdite di materie nucleari dovute alla loro trasformazione in elemento o elementi oppure isotopo o isotopi diversi, a seguito di reazioni nucleari;

iv) scarti misurati: materie nucleari che sono state misurate o stimate in base a misure, e trattate in modo da renderle inidonee ad un ulteriore uso nucleare;

v) residui conservati: materie nucleari prodotte in corso di trattamento o a seguito di un incidente di funzionamento, considerate per il momento irricuperabili ma immagazzinate;

vi) esenzione: esecuzione delle materie nucleari dall'applicazione delle salvaguardie in considerazione del loro uso o quantità;

vii) altre perdite: per esempio perdite accidentali (cioè perdite di materie nucleari involontarie e irricuperabili a seguito di un incidente di funzionamento) o furto.

K) Per *punto-chiave* di misurazione s'intende un luogo dove le materie nucleari si presentano in forma tale da poter essere misurate per determinare il loro flusso o inventario. I punti-chiave di misurazione comprendono quindi, ma in modo non limitativo, le entrate e le uscite (compresi gli scarti misurati) e gli immagazzinamenti nelle aree di bilancio materie.

L) Per *anno-uomo di ispezione* s'intende, agli effetti dell'articolo 80, 300 giornate-uomo di ispezione, intendendosi per giornata-uomo una giornata durante la quale un singolo ispettore ha accesso ad un impianto in qualsiasi momento per un massimo di 8 ore.

M) Per *area di bilancio materie* s'intende un'area all'interno o all'esterno di un impianto per cui:

a) la quantità di materie nucleari può essere determinata per ciascun trasferimento all'interno o all'esterno dell'area di bilancio materie;

b) l'inventario fisico delle materie nucleari può essere determinato, se necessario, per ciascuna area di bilancio materie conformemente a procedure specificate, in modo da poter stabilire il bilancio materie agli effetti delle salvaguardie dell'Agenzia.

N) Per *materie non contabilizzate* s'intende la differenza fra l'inventario contabile e l'inventario fisico.

O) *Per materie nucleari* s'intende qualsiasi materia grezza o materia fissile speciale conformemente alle definizioni dell'articolo XX dello Statuto. Il termine «materia grezza» non sarà interpretato come applicabile ai minerali o loro residui. Qualsiasi decisione del Consiglio a norma dell'articolo XX dello Statuto che, successivamente all'entrata in vigore del presente Accordo, abbia per effetto di recare aggiunte alle materie considerate materie grezze o materie fissili speciali, avrà effetto ai fini del presente Accordo soltanto una volta accettata dalla Comunità e dagli Stati.

P) Per *inventario fisico* s'intende la somma di tutte le stime misurate o dedotte, ottenute secondo procedure specificate, delle quantità di materie nucleari delle partite esistenti in un determinato momento entro un'area di bilancio materie.

Q) Per *differenza mittente/destinatario* si intende la differenza fra la quantità di materie nucleari in una partita dichiarata dall'area di bilancio materie di spedizione e la quantità misurata presso l'area di bilancio materie di destinazione.

R) Per *dati fonte* si intendono quei dati, registrati durante le misure o le tarature o utilizzati per ottenere rapporti empirici, che identificano le materie nucleari e costituiscono

i dati della partita. I dati fonte possono comprendere, per esempio, il peso dei composti, i fattori di conversione per determinare il peso dell'elemento, la gravità specifica, la concentrazione dell'elemento, i rapporti isotopici, i rapporti fra volume e letture dei manometri e i rapporti fra il plutonio prodotto e la potenza generata.

S) Per *punto strategico* s'intende un luogo scelto durante l'esame delle informazioni descrittive dove, in condizioni normali e in combinazione con le informazioni provenienti dall'insieme di tutti i punti strategici, si ottengono e si verificano le informazioni necessarie e sufficienti per l'applicazione delle salvaguardie; un punto strategico può comprendere qualsiasi luogo dove vengono effettuate misure-chiave relative alla contabilità bilancio materie e dove sono attuati provvedimenti di contenimento e di sorveglianza.

PROTOCOLLO

Articolo 1

Il Presente Protocollo completa alcune disposizioni dell'Accordo e, in particolare, specifica le condizioni e i mezzi in base ai quali, nell'applicare le salvaguardie previste dallo Accordo, la cooperazione sarà attuata in modo da evitare duplicazioni delle attività di salvaguardia della Comunità.

Articolo 2

La Comunità raccoglierà le informazioni relative agli impianti e alle materie nucleari all'esterno degli impianti che devono essere comunicate all'Agenzia a norma dell'Accordo sulla base del questionario indicativo concordato, allegato agli Accordi Sussidiari.

Articolo 3

L'Agenzia e la Comunità procederanno congiuntamente all'esame delle informazioni descrittive previsto dall'articolo 46 da *a*) a *f*), dell'Accordo e inseriranno i relativi risultati concordati negli Accordi Sussidiari. La verifica delle informazioni descrittive prevista allo articolo 48 dell'Accordo sarà compiuta dall'Agenzia in cooperazione con la Comunità.

Articolo 4

Nel fornire all'Agenzia le informazioni di cui all'articolo 2 del presente Protocollo, la Comunità trasmetterà anche informazioni sui metodi di ispezione che essa propone di usare e le proposte complete comprensive delle previsioni delle attività ispettive per le attività di ispezione ordinarie per i formulari allegati agli Accordi Sussidiari e relativi agli impianti e alle aree di bilancio materie all'esterno degli impianti.

Articolo 5

La preparazione dei formulari allegati agli Accordi Sussidiari sarà effettuata congiuntamente dalla Comunità e dall'Agenzia.

Articolo 6

La Comunità raccoglierà i rapporti dagli esercenti, terrà una contabilità centralizzata in base a tali rapporti e procederà al controllo ed all'analisi tecnici e contabili delle informazioni ricevute.

Articolo 7

Una volta espletati i compiti di cui all'articolo 6 del presente Protocollo, la Comunità compilerà, su base mensile, i rapporti riguardanti le variazioni d'inventario e li presenterà all'Agenzia entro i termini specificati negli Accordi Sussidiari.

Articolo 8

La Comunità trasmetterà inoltre all'Agenzia i rapporti sul bilancio materie e gli elenchi degli inventari fisici, con frequenza dipendente dalla frequenza di esecuzione di tali inventari secondo quanto specificato negli Accordi Sussidiari.

Articolo 9

Il modello e il formato dei rapporti di cui agli articoli 7 e 8 del presente Protocollo, concordati fra l'Agenzia e la Comunità, saranno indicati negli Accordi Sussidiari.

Articolo 10

Le attività di ispezione ordinarie svolte dalla Comunità e dall'Agenzia agli effetti dello Accordo, comprese le ispezioni di cui all'articolo 84 dell'Accordo, saranno coordinate in conformità delle disposizioni degli articoli da 11 a 23 del presente Protocollo.

Articolo 11

Salvo quanto disposto dagli articoli 79 e 80 dell'Accordo, nel determinare il numero, l'intensità, la durata, il calendario e le modalità effettivi delle ispezioni dell'Agenzia nei confronti di ciascun impianto, sarà tenuto conto delle attività ispettive svolte dalla Comunità nell'àmbito del suo sistema multinazionale di salvaguardia in conformità delle disposizioni del presente Protocollo.

Articolo 12

Le attività ispettive di cui all'Accordo nei confronti di ciascun impianto saranno stabilite usando i criteri dell'articolo 81 dell'Accordo. Detti criteri saranno applicati usando le norme e le modalità fissate negli Accordi Sussidiari e che sono state usate per calcolare le attività ispettive negli esempi specifici allegati a tali Accordi. Queste norme e modalità saranno rivedute periodicamente, in conformità all'articolo 7 dell'Accordo, in modo da tener conto dei nuovi sviluppi tecnologici nel settore delle salvaguardie e dell'esperienza acquisita.

Articolo 13

Le attività ispettive di cui all'Accordo, espresse come previsioni concordate delle effettive attività ispettive da svolgere saranno determinate negli Accordi Sussidiari insieme con le appropriate descrizioni delle modalità di verifica e la portata delle ispezioni che dovranno essere compiute da parte della Comunità e dall'Agenzia. Queste attività ispettive rappresenteranno, in normali condizioni di esercizio e salvo il rispetto delle condizioni sottoriportate, l'attività massima ispettiva che sarà svolta presso l'impianto in virtù dell'Accordo:

a) validità costante delle informazioni sulle salvaguardie della Comunità menzionate all'articolo 32 dell'Accordo, secondo quanto specificato negli Accordi Sussidiari;

b) validità costante delle informazioni fornite all'Agenzia in conformità dell'articolo 2 del presente Protocollo;

c) regolare presentazione da parte della Comunità dei rapporti previsti dagli articoli 60, 61, 63, 64, 65, 67, 68 e 69 dell'Accordo, secondo quanto specificato negli Accordi Sussidiari;

d) applicazione costante delle intese relative al coordinamento delle ispezioni di cui agli articoli da 10 a 23 del presente Protocollo, secondo quanto specificato negli Accordi Sussidiari;

e) espletamento da parte della Comunità della sua attività ispettiva nei riguardi dell'impianto, secondo quanto specificato negli Accordi Sussidiari, a norma del presente articolo.

Articolo 14

a) Salvo quanto disposto dall'articolo 13 del presente Protocollo, le ispezioni dell'Agenzia saranno effettuate simultaneamente con le attività di ispezione della Comunità. Gli ispettori dell'Agenzia presenzieranno all'esecuzione di talune delle ispezioni della Comunità.

b) Salvo quanto disposto dal paragrafo *a*), ogni qualvolta l'Agenzia è in grado di conseguire gli scopi delle sue ispezioni ordinarie previsti dall'Accordo, gli ispettori dell'Agenzia applicheranno le disposizioni degli articoli 74 e 75 dell'Accordo mediante osservazione delle attività di ispezione degli ispettori della Comunità, a condizione tuttavia che:

i) le attività di ispezione degli ispettori dell'Agenzia da svolgersi con modalità diverse dall'osservazione delle attività di ispezione che sono svolte dagli ispettori della Comunità e che sono prevedibili, siano specificate negli Accordi Sussidiari;

ii) nel corso di un'ispezione, gli ispettori dell'Agenzia, qualora lo reputino essenziale ed urgente, possano svolgere attività di ispezione diverse dall'osservazione delle attività di ispezione degli ispettori della Comunità, se l'Agenzia non può conseguire altrimenti gli scopi delle sue ispezioni ordinarie e se sia stato impossibile prevedere tale circostanza.

Articolo 15

Il programma generale e il calendario delle ispezioni della Comunità previste dall'Accordo saranno fissati dalla Comunità in cooperazione con l'Agenzia.

Articolo 16

Le disposizioni per la presenza degli ispettori dell'Agenzia durante l'esecuzione di talune delle ispezioni della Comunità saranno concordate in anticipo dall'Agenzia e dalla Comunità per ciascun tipo di impianto e, in quanto necessario, per i singoli impianti.

Articolo 17

Al fine di dare all'Agenzia la possibilità di decidere, in funzione delle esigenze in materia di campionamento statistico, in merito alla sua presenza ad una determinata ispezione della Comunità, la Comunità fornirà preventivamente all'Agenzia un prospetto dei numeri, tipi e contenuto degli articoli da ispezionare, conformemente alle informazioni che l'esercente dell'impianto mette a disposizione della Comunità.

Articolo 18

Le procedure tecniche per ciascun tipo di impianto in generale e, in quanto necessario, per i singoli impianti, saranno concordate in anticipo dall'Agenzia e dalla Comunità, soprattutto per quanto riguarda:

a) la determinazione delle tecniche per il prelievo aleatorio di campioni statistici;
b) il controllo e l'identificazione dei campioni.

Articolo 19

Le intese sul coordinamento per ciascun tipo di impianto specificate negli Accordi Sussidiari serviranno come base per le analoghe intese che saranno specificate nel formulario relativo a ciascun impianto.

Articolo 20

I provvedimenti specifici di coordinamento sulle questioni precisate nei formulari relativi ad ogni impianto a norma dell'articolo 19 del presente Protocollo, saranno, presi insieme da funzionari della Comunità e dell'Agenzia a tal fine designati.

Articolo 21

La Comunità trasmetterà all'Agenzia i propri documenti di lavoro relativi a quelle ispezioni alle quali avranno presenziato gli ispettori dell'Agenzia ed i rapporti di ispezione riguardanti tutte le altre ispezioni della Comunità eseguite a norma dell'Accordo.

Articolo 22

I campioni di materie nucleari destinati all'Agenzia saranno prelevati dalle stesse partite o articoli scelti in modo aleatorio come per la Comunità, e saranno prelevati insieme con i campioni destinati alla Comunità, a meno che per mantenere o ridurre al più basso livello praticamente possibile le attività ispettive dell'Agenzia si renda necessario un prelevamento indipendente di campioni da parte dell'Agenzia, secondo modalità concordate in anticipo e specificate negli Accordi Sussidiari.

Articolo 23

Le frequenze degli inventari fisici che saranno effettuati dagli esercenti dell'impianto e verificati ai fini delle salvaguardie saranno conformi a quelle citate a titolo indicativo negli Accordi Sussidiari. Se a norma dell'Accordo saranno considerate essenziali ulteriori attività relative agli inventari fisici, esse saranno discusse nel Comitato di collegamento previsto all'articolo 25 e concordate prima della loro applicazione.

Articolo 24

Qualora l'Agenzia possa realizzare gli scopi delle sue ispezioni *ad hoc* previste dallo Accordo mediante l'osservazione delle attività di ispezione degli ispettori delle Comunità, essa si atterrà a tale procedura.

Articolo 25

a) Allo scopo di facilitare l'applicazione dell'Accordo e del presente Protocollo, sarà istituito un Comitato di collegamento, composto di rappresentanti della Comunità e dell'Agenzia.

b) Il Comitato si riunirà almeno una volta all'anno:

i) per esaminare, in particolar modo, l'esecuzione degli accordi di coordinamento previsti dal presente Protocollo, comprese le previsioni concordate relative all'attività ispettiva;

ii) per esaminare lo sviluppo dei metodi e delle tecniche in materia di salvaguardie;

iii) per considerare qualsiasi problema che gli venga sottoposto dalle riunioni periodiche di cui al paragrafo *c*).

c) Il Comitato si riunirà periodicamente ad un livello inferiore per discutere, in particolare e per quanto necessario, nei confronti dei singoli impianti, l'esecuzione degli accordi di coordinamento di cui al presente Protocollo, compresi, alla luce degli sviluppi tecnici e di esercizio, l'aggiornamento delle precisioni concordate delle attività ispettive per quanto riguarda le variazioni della portata delle materie nucleari, i programmi di inventario ed esercizio dell'impianto, nonché l'applicazione di procedure di ispezione in diversi tipi di attività di ispezione ordinaria e, in termini generali, le esigenze in materia di campionamento statistico. Qualsiasi questione che non potesse essere composta sarà sottoposta alle riunioni di cui al paragrafo *b*).

d) Senza pregiudizio per le azioni urgenti che potrebbero rendersi necessarie a norma dell'Accordo, qualora si presentassero problemi nell'applicazione dell'articolo 13 del presente Protocollo, soprattutto qualora l'Agenzia considerasse che le condizioni ivi specificate non sono soddisfatte, il Comitato si riunirà al più presto possibile a livello adeguato per valutare la situazione e discutere i provvedimenti da adottare. Se un problema non potesse essere risolto, il Comitato potrà presentare alle Parti le proposte del caso, in particolare allo scopo di modificare le previsioni dell'attività ispettiva relativa alle attività ispettive ordinarie.

e) Il Comitato elaborerà, secondo le necessità, proposte per quanto riguarda i problemi che richiedono l'accordo delle Parti.

FATTO a Bruxelles in due esemplari, il 5 aprile 1973, in lingua inglese e francese, i due testi facenti ugualmente fede.

(Seguono le firme)

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(5651134/4) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.